



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE REGION ILE
DE FRANCE

**RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°IDF-028-2018-04**

PUBLIÉ LE 23 AVRIL 2018

Sommaire

Agence régionale de santé

IDF-2018-04-16-015 - Arrêté n°18-29 portant agrément régional des associations et unions d'associations représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique (1 page) Page 4

IDF-2018-04-16-016 - Arrêté n°18-30 portant agrément régional des associations et unions d'associations représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique (1 page) Page 6

Direction régionale et interdépartementale de l'alimentation de l'agriculture et de la forêt

IDF-2018-04-10-045 - ARRÊTÉ accordant l'autorisation d'exploiter des parcelles agricoles à l'EARL DE GANDEVILLIERS à GIRONVILLE SUR ESSONNE - 91720 au titre du contrôle des structures et en application du schéma directeur régional des exploitations agricoles (6 pages) Page 8

IDF-2018-04-10-047 - ARRÊTÉ accordant l'autorisation d'exploiter des parcelles agricoles à l'EARL FERME DE LA MAISON BLANCHE à SAINT-CYR L'ECOLE (78210) au titre du contrôle des structures et en application du schéma directeur régional des exploitations agricoles (3 pages) Page 15

IDF-2018-04-10-046 - ARRÊTÉ accordant l'autorisation d'exploiter des parcelles agricoles à M. BOETE Sébastien à MARCOUSSIS 91460 au titre du contrôle des structures et en application du schéma directeur régional des exploitations agricoles (7 pages) Page 19

DRIEA IF

IDF-2018-04-19-022 - A R R Ê T É accordant à ICADE PROMOTION l'agrément institué par l'article R.510-1 du code de l'urbanisme (2 pages) Page 27

IDF-2018-04-19-014 - A R R Ê T É accordant à SCI ST PIERRE DU PERRY ACCESSION l'agrément institué par l'article R.510-1 du code de l'urbanisme (2 pages) Page 30

IDF-2018-04-19-019 - A R R Ê T É accordant à EIFFAGE IMMOBILIER ILE DE FRANCE l'agrément institué par l'article R.510-1 du code de l'urbanisme (2 pages) Page 33

IDF-2018-04-19-027 - A R R Ê T É accordant à FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES l'agrément institué par l'article R.510-1 du code de l'urbanisme (2 pages) Page 36

IDF-2018-04-19-021 - A R R Ê T É accordant à SCI URBANIVRY l'agrément institué par l'article R.510-1 du code de l'urbanisme (2 pages) Page 39

IDF-2018-04-19-009 - A R R Ê T É accordant à CHESSY A6 A12 l'agrément institué par l'article R.510-1 du code de l'urbanisme (2 pages) Page 42

IDF-2018-04-19-010 - A R R Ê T É accordant à CHESSY A6 A12 l'agrément institué par l'article R.510-1 du code de l'urbanisme (2 pages) Page 45

IDF-2018-04-19-023 - A R R Ê T É accordant à GREESTONE IMMOBILIER l'agrément institué par l'article R.510-1 du code de l'urbanisme (2 pages) Page 48

| | |
|--|---------|
| IDF-2018-04-19-008 - A R R Ê T É accordant à HOTEL COURS ALBERT 1er l'agrément institué par l'article R.510-1 du code de l'urbanisme (2 pages) | Page 51 |
| IDF-2018-04-19-016 - A R R Ê T É accordant à ICADE l'agrément institué par l'article R.510-1 du code de l'urbanisme (2 pages) | Page 54 |
| IDF-2018-04-19-020 - A R R Ê T É accordant à LEGENDRE IMMOBILIER l'agrément institué par l'article R.510-1 du code de l'urbanisme (2 pages) | Page 57 |
| IDF-2018-04-19-024 - A R R Ê T É accordant à LES BERGERS l'agrément institué par l'article R.510-1 du code de l'urbanisme (2 pages) | Page 60 |
| IDF-2018-04-19-011 - A R R Ê T É accordant à LES MAÇONS PARISIENS l'agrément institué par l'article R.510-1 du code de l'urbanisme (2 pages) | Page 63 |
| IDF-2018-04-19-025 - A R R Ê T É accordant à LINKCITY ILE-DE-FRANCE l'agrément institué par l'article R.510-1 du code de l'urbanisme (2 pages) | Page 66 |
| IDF-2018-04-19-018 - A R R Ê T É accordant à SCI BATIPART MALAKOFF l'agrément institué par l'article R.510-1 du code de l'urbanisme (2 pages) | Page 69 |
| IDF-2018-04-19-007 - A R R Ê T É accordant à SCI MIROMESNIL INVEST l'agrément institué par l'article R.510-1 du code de l'urbanisme (2 pages) | Page 72 |
| IDF-2018-04-19-015 - A R R Ê T É accordant à SCI ST PIERRE DU PERRY LOCATION l'agrément institué par l'article R.510-1 du code de l'urbanisme (2 pages) | Page 75 |
| IDF-2018-04-19-012 - A R R Ê T É accordant à SCI VALPLESSIS l'agrément institué par l'article R.510-1 du code de l'urbanisme (2 pages) | Page 78 |
| IDF-2018-04-19-013 - A R R Ê T É accordant à VIRTUO INDUSTRIAL PROPERTY l'agrément institué par l'article R.510-1 du code de l'urbanisme (2 pages) | Page 81 |
| IDF-2018-04-19-017 - A R R Ê T É accordant à WEST BRIDGE SCI l'agrément institué par l'article R.510-1 du code de l'urbanisme (2 pages) | Page 84 |

Rectorat de l'académie de Versailles

| | |
|--|---------|
| IDF-2018-04-13-017 - arrêté : lorsque le nombre de candidatures excède les capacités d'accueil d'une formation, un pourcentage minimal de bacheliers retenus bénéficiaires d'une bourse nationale de lycée est établi pour l'année scolaire 2018-2019 (1 page) | Page 87 |
| IDF-2018-04-13-018 - arrêté : un pourcentage minimal de bacheliers professionnels retenus pour l'accès aux sections de techniciens supérieurs dans les établissements publics de l'académie de Versailles est établi pour l'année scolaire 2018-2019 (2 pages) | Page 89 |
| IDF-2018-04-13-019 - arrêté : un pourcentage minimal de bacheliers technologiques retenus pour l'accès aux instituts universitaires de technologie de l'académie de Versailles est établi pour l'année scolaire 2018-2019 (2 pages) | Page 92 |

Agence régionale de santé

IDF-2018-04-16-015

Arrêté n°18-29 portant agrément régional des associations
et unions d'associations représentant les usagers dans les
instances hospitalières ou de santé publique

Arrêté n° 18-29

**Arrêté portant agrément régional des associations et unions d'associations
représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique**

**LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE ILE-DE-
FRANCE**

VU le code de la santé publique et notamment les articles L.1114-1 et R.1114-15 ;

VU les avis de la Commission Nationale d'Agrément réunie le 20 mars 2018 ;

ARRETE

Article 1 : L'association visée dans cet article a obtenu un renouvellement d'agrément au niveau régional pour représenter les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique, pour une période de cinq ans :

- Association OLD'UP
4, rue Amélie
75007 Paris

Article 2 : Le Directeur général de l'Agence régionale de santé Ile-de-France est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Région.

Fait à Paris, le 16 avril 2018

Le Directeur général
de l'Agence régionale de santé
Ile-de-France

Signé

Christophe DEVYS

Agence régionale de santé

IDF-2018-04-16-016

Arrêté n°18-30 portant agrément régional des associations
et unions d'associations représentant les usagers dans les
instances hospitalières ou de santé publique

Arrêté n° 18-30

**Arrêté portant agrément régional des associations et unions d'associations
représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique**

**LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE ILE-DE-
FRANCE**

VU le code de la santé publique et notamment les articles L.1114-1 et R.1114-15 ;

VU les avis de la Commission Nationale d'Agrément réunie le 20 mars 2018 ;

ARRETE

Article 1 : L'association visée dans cet article a obtenu un renouvellement d'agrément au niveau régional pour représenter les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique, pour une période de cinq ans :

- Association PASTT
94, rue Lafayette
75010 Paris

Article 2 : Le Directeur général de l'Agence régionale de santé Ile-de-France est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Région.

Fait à Paris, le 16 avril 2018

Le Directeur général
de l'Agence régionale de santé
Ile-de-France

Signé

Christophe DEVYS

Direction régionale et interdépartementale de
l'alimentation de l'agriculture et de la forêt

IDF-2018-04-10-045

ARRÊTÉ accordant l'autorisation d'exploiter des parcelles
agricoles à l'EARL DE GANDEVILLIERS à
GIRONVILLE SUR ESSONNE - 91720 au titre du
contrôle des structures et en application du schéma
directeur régional des exploitations agricoles



PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE

ARRÊTÉ

**accordant l'autorisation d'exploiter des parcelles agricoles
à l'EARL DE GANDEVILLIERS
à GIRONVILLE SUR ESSONNE - 91720
au titre du contrôle des structures
et en application du schéma directeur régional des exploitations agricoles**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE,
PRÉFET DE PARIS,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

Vu le code rural et de la pêche maritime, notamment :

- 1) L'article L312-1 relatif au schéma directeur régional des exploitations agricoles,
- 2) Les articles L331-1 et suivants,
- 3) Les articles R312-1 et suivants,
- 4) Les articles R331-1 et suivants,

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements,

Vu le décret n°2010-429 du 29 avril 2010 relatif à l'organisation et aux attributions des directions régionales de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt,

Vu le décret n°2010-687 du 24 juin 2010 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'État dans la région et les départements d'Île-de-France,

Vu le décret 2015-713 du 22 juin 2015 relatif au schéma directeur régional des exploitations agricoles et au contrôle des structures des exploitations agricoles,

Vu l'arrêté du 20 juillet 2015 fixant le modèle d'arrêté préfectoral portant schéma directeur régional des exploitations agricoles,

Vu l'arrêté du 20 juillet 2015 fixant les modalités de calcul des équivalences par type de production, région naturelle ou territoire pour l'établissement du schéma directeur régional des exploitations agricoles,

Vu l'arrêté préfectoral du 21 juin 2016 établissant le schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) pour la région Île de France,

Vu l'arrêté préfectoral IDF-n° 2017-06-19-010 du 19 juin 2017 portant délégation de signature à Madame Anne BOSSY, ingénieure générale des ponts, des eaux et des forêts, directrice régionale et interdépartementale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Île-de-France, en matière administrative ;

Vu la demande d'autorisation d'exploiter n°17-47 déposée complète auprès de la Direction départementale des territoires de l'Essonne, en date du 11/12/2017 par Mme GAUDIN Nathalie, souhaitant devenir associée exploitante de l'EARL DE GANDEVILLIERS dont le siège social se situera à 1 rue du Vignay - Gandevilliers – GIRONVILLE SUR ESSONNE - 91720 :

Vu l'information portée à la connaissance des membres de la section économie des exploitations agricoles de la Commission départementale d'orientation et de l'agriculture de l'Essonne, en date du 02/02/2018.

Vu l'information portée à la connaissance des membres de la section économie des exploitations agricoles de la Commission départementale d'orientation et de l'agriculture du Loiret, en date du 05/04/2018.

CONSIDÉRANT :

- L'absence de candidature concurrente à l'échéance du délai d'un mois à compter de la date de publication du 17/01/2018
- La situation de l'EARL DE GANDEVILLIERS, au sein de laquelle
 - Mme GAUDIN née DENECE Nathalie,
 - 42 ans, mariée, deux enfants, employée de banque, sera associée exploitante, gérante
 - ne dispose pas de la capacité professionnelle agricole
 - qui s'installe sans la dotation jeune agricultrice
 - Que les terres étaient exploitées, à titre individuel, jusqu'à son départ à la retraite par M. DENECE André
 - Que l'EARL DE GANDEVILLIERS, exploitera 184 ha 43 a 43 ca de terres en grandes cultures, sur les communes Nangeville, Prunay sur Essonne, Mespuits, Maise, Boigneville, Champmotteux, Gironville sur Essonne
- Qu'en conséquence, la demande est conforme aux orientations du SDREA d'Île-de-France, et notamment celles ayant pour objectif :
 - de soutenir l'installation et la transmission des exploitations agricoles pour assurer le renouvellement intergénérationnel
 - de permettre le maintien de l'emploi en milieu rural
 - de sécuriser le revenu des agriculteurs
- Que l'opération envisagée figure en priorité n°6 au schéma directeur régional des exploitations agricoles d'Île-de-France : installation, y compris progressive, sur une exploitation viable, d'une agricultrice ne répondant pas aux conditions de capacités ou d'expérience professionnelle prévue à l'article R331-2 du Code rural et de la Pêche maritime, lui permettant d'atteindre un revenu compris entre 1 et 3,5 fois le seuil de viabilité défini à l'article 5-2.

ARRÊTE

Article 1^{er}

L'EARL DE GANDEVILLIERS, dont la gérante est Mme GAUDIN Nathalie, est autorisée à exploiter 184 ha 43 a 41 ca de terres, en grandes cultures, situées sur les communes de Nangeville, Prunay sur Essonne, Mespuits, Maise, Boigneville, Champmotteux, Gironville sur Essonne (voir liste des parcelles en annexe).

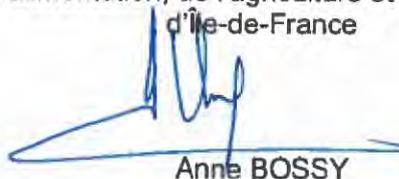
Article 2

Le secrétaire général des affaires régionales de la préfecture de la région d'Île-de-France, la directrice régionale et interdépartementale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Île-de-France, le directeur départemental des territoires de l'Essonne et les maires des communes de Nangeville, Prunay sur Essonne, Mespuits, Maise, Boigneville, Champmotteux, Gironville sur Essonne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Île-de-France et affiché en mairie des communes intéressées.

10 AVR. 2018

Fait à Cachan, le

Pour le préfet et par délégation,
La directrice régionale et interdépartementale de
l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt
d'Île-de-France



Anne BOSSY

| | | | |
|-----------------|--------|--------|---|
| Maisse | ZL 45 | 0,1070 | Nolleau Daniel |
| / | ZK 85 | 0,5000 | |
| / | ZK 86 | 1,0000 | |
| / | ZI 039 | 1,3650 | |
| / | ZL 048 | 3,9500 | |
| / | AI 167 | 0,1565 | |
| / | ZI 24 | 0,4700 | |
| / | ZI 25 | 0,6500 | |
| / | ZK 100 | 3,0365 | |
| / | ZB 236 | 0,9998 | |
| / | ZK 43 | 0,6850 | |
| / | ZK 44 | 0,1150 | |
| / | ZK 45 | 1,7150 | |
| / | ZK 46 | 0,4000 | |
| / | ZK 47 | 0,9200 | |
| / | ZD 665 | 0,9891 | |
| / | ZC 322 | 0,1148 | |
| / | ZC 323 | 0,2592 | |
| / | AI 092 | 0,2619 | |
| / | AI 093 | 0,4760 | |
| / | ZL 099 | 0,9560 | |
| Mespuits | ZI 054 | 0,3850 | Nolleau Colette 102 rt, Fert  Alais 91720 Maisse |
| / | ZC 032 | 2,9560 | |
| / | ZA 019 | 1,6930 | |
| / | ZA 063 | 0,6820 | |
| / | ZA 064 | 0,5470 | |
| / | ZE 053 | 2,0250 | |
| / | ZE 054 | 0,3450 | |
| / | ZF 055 | 0,3500 | |
| / | ZE 056 | 2,7970 | |
| / | ZD 154 | 0,5720 | |
| / | ZD 179 | 0,4000 | |
| / | ZE 011 | 0,5090 | |
| / | ZF 054 | 0,1070 | |
| / | ZE 055 | 0,1370 | |
| / | ZF 020 | 0,3040 | |
| / | ZE 078 | 0,1680 | |
| / | ZF 064 | 0,1220 | |
| / | ZF 012 | 0,1400 | |
| / | ZE 019 | 0,1270 | |
| / | ZF 049 | 0,1620 | |
| / | ZD 010 | 0,2570 | |
| Champmotteux 91 | ZA 041 | 1,2170 | |
| | ZA 042 | 0,4760 | |

| | | | |
|---------------|-------|---------|--|
| Gironville 91 | K 006 | 1,5200 | Denecé André 1 rue de Vignay 91720 Gironville sur Essonne |
| / | K 008 | 2,0480 | |
| / | J 001 | 0,5654 | |
| / | J 008 | 0,0368 | |
| / | J 010 | 0,8215 | |
| / | J 013 | 0,2200 | |
| / | J 014 | 0,5800 | |
| / | B 039 | 1,6540 | |
| / | B 040 | 1,8365 | |
| / | A 082 | 0,7250 | |
| / | L 051 | 4,5900 | |
| / | L 045 | 0,1750 | |
| / | M 073 | 0,1320 | |
| / | M 104 | 0,1860 | |
| / | M 154 | 0,2470 | |
| / | L 017 | 0,5000 | |
| / | M 075 | 0,0605 | |
| champmotteux | Y 344 | 2,3820 | |
| / | Y 347 | 0,8010 | |
| / | Y 363 | 0,5628 | |
| / | Y 350 | 0,2700 | |
| / | Y 365 | 0,2485 | |
| / | X 012 | 0,2038 | |
| / | Y 251 | 1,6540 | |
| / | Y 252 | 0,4650 | |
| / | Y 001 | 0,2866 | |
| / | Y 158 | 0,4138 | |
| / | Y 214 | 1,0342 | |
| / | V 013 | 1,1231 | |
| / | V 009 | 0,2963 | |
| / | V 030 | 0,2773 | |
| / | W 245 | 1,1636 | |
| / | W 096 | 4,9590 | |
| / | W 110 | 1,4094 | |
| / | W 064 | 0,7363 | |
| / | W 034 | 0,2065 | |
| / | Y 124 | 3,4689 | |
| / | Y 185 | 3,9620 | |
| / | Z 031 | 12,1612 | |
| / | W 104 | 0,4798 | |
| / | W 258 | 3,4682 | |
| / | X 092 | 0,4734 | |
| / | Z 113 | 11,8605 | |
| / | Y 167 | 2,0192 | |
| / | Y 046 | 0,9980 | |
| / | X 118 | 3,8406 | |
| / | X 020 | 3,5565 | |
| / | W 457 | 7,4249 | |
| champmotteux | X 08 | 0,5390 | |

Direction régionale et interdépartementale de
l'alimentation de l'agriculture et de la forêt

IDF-2018-04-10-047

ARRÊTÉ accordant l'autorisation d'exploiter des parcelles agricoles à l'EARL FERME DE LA MAISON BLANCHE à SAINT-CYR L'ECOLE (78210) au titre du contrôle des structures et en application du schéma directeur régional des exploitations agricoles



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE

ARRÊTÉ

**accordant l'autorisation d'exploiter des parcelles agricoles
à l'EARL FERME DE LA MAISON BLANCHE
à SAINT-CYR L'ECOLE (78210)
au titre du contrôle des structures
et en application du schéma directeur régional des exploitations agricoles**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE,
PRÉFET DE PARIS,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

Vu le code rural et de la pêche maritime, notamment :

- 1) L'article L312-1 relatif au schéma directeur régional des exploitations agricoles,
- 2) Les articles L331-1 et suivants,
- 3) Les articles R312-1 et suivants,
- 4) Les articles R331-1 et suivants,

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements,

Vu le décret n°2010-429 du 29 avril 2010 relatif à l'organisation et aux attributions des directions régionales de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt,

Vu le décret n°2010-687 du 24 juin 2010 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'État dans la région et les départements d'Île-de-France,

Vu le décret 2015-713 du 22 juin 2015 relatif au schéma directeur régional des exploitations agricoles et au contrôle des structures des exploitations agricoles,

Vu l'arrêté du 20 juillet 2015 fixant le modèle d'arrêté préfectoral portant schéma directeur régional des exploitations agricoles,

Vu l'arrêté du 20 juillet 2015 fixant les modalités de calcul des équivalences par type de production, région naturelle ou territoire pour l'établissement du schéma directeur régional des exploitations agricoles,

Vu l'arrêté préfectoral du 21 juin 2016 établissant le schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) pour la région Île de France,

Vu l'arrêté préfectoral IDF-n° 2017-06-19-010 du 19 juin 2017 portant délégation de signature à Madame Anne BOSSY, ingénieure générale des ponts, des eaux et des forêts, directrice régionale et interdépartementale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Île-de-France, en matière administrative ;

Vu la demande d'autorisation d'exploiter N°17.45 déposée complète auprès de la Direction départementale des territoires des Yvelines en date du 26/01/2018 par l'EARL FERME DE LA MAISON BLANCHE, dont le siège social se situe, 2 Chemin de l'Avenue de Villepreux, 78210 ST CYR L'ECOLE, cogérée par Messieurs FOURRE Romain et FOURRE Guillaume,

Vu l'information portée à la connaissance des membres de la section économie des exploitations agricoles de la Commission départementale d'orientation et de l'agriculture des Yvelines en date du 15 février 2018,

1/3

CONSIDÉRANT :

- L'absence de candidature concurrente à l'échéance du délai d'un mois à compter de la date de publication du 26/01/2018,
- La situation de l'EARL, au sein de laquelle,
 - Monsieur FOURRÉ Romain, 31 ans, titulaire d'un BTS ACSE, pluriactif et Monsieur FOURRÉ Guillaume, 25 ans, titulaire d'un BAC PRO CGEA,
 - Qui souhaitent s'installer comme cogérants en reprenant l'exploitation familiale, soit 144,3309 ha de terres (en grandes cultures) situées sur les communes de ST-CYR L'ECOLE, ELANCOURT, MAUREPAS, JOUARS PONCHARTRAIN, FONTENAY-LE FLEURY, VILLEPREUX, RENNEMOULIN cédées par Robert FOURRÉ, lequel cesse son activité.
- Que le projet d'installation est conforme aux orientations du schéma directeur régional des structures agricoles de la région Ile-de-France, et notamment celles ayant pour objectif :
 - de favoriser l'installation des jeunes agriculteurs et de conforter ces installations une fois celles-ci réalisées,
 - de permettre le maintien de l'emploi en milieu rural,
 - De consolider et de maintenir une exploitation afin de permettre à celle-ci d'atteindre ou de conserver une dimension économiquement viable,
 - de soutenir l'installation et la transmission des exploitations agricoles pour assurer le renouvellement intergénérationnel,
- Que l'opération envisagée figure en priorité n°1b au schéma directeur régional des exploitations agricoles d'Ile-de-France,

ARRÊTE

Article 1^{er}

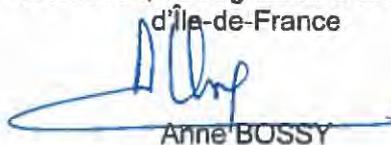
L'EARL FERME DE LA MAISON BLANCHE, ayant son siège social au 2 Chemin de l'Avenue de Villepreux ST CYR L'ECOLE, est **autorisée** à exploiter une surface de **144 ha 33 a 09 ca** de terres situées sur les communes de ST CYR L'ECOLE, ELANCOURT, MAUREPAS, JOUARS PONCHARTRAIN, FONTENAY-LE-FLEURY, VILLEPREUX, RENNEMOULIN, correspondant aux parcelles listées en annexe.

Article 2

Le secrétaire général de la préfecture de la région d'Île-de-France, préfecture de Paris, la directrice régionale et interdépartementale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Île-de-France et les maires des communes sur les communes de ST-CYR-L'ECOLE, ELANCOURT, MAUREPAS, JOUARS PONCHARTRAIN, FONTENAY-LE-FLEURY, VILLEPREUX, RENNEMOULIN sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Île-de-France et affiché en mairie des communes intéressées.

Fait à Cachan, le **10 AVR. 2018**

Pour le préfet et par délégation,
La directrice régionale et interdépartementale de
l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt
d'Île-de-France



Anne BOSSY

ANNEXE : Liste des parcelles que l'EARL Ferme de la Maison Blanche est autorisée à exploiter (ST CYR L'ecole 78210)

| | | | | |
|----------------------|--------------------|---------|---|-----------------------|
| SAINT-CYR-L'ECOLE | AH 0024 | 2,2825 | Lise et Robert FOURRE | |
| | AH 0025 | 1,9146 | Lise et Robert FOURRE | |
| | AH 0021 | 6,9745 | Solange GAUTHIER | |
| | AH 0023 | 0,0578 | Solange GAUTHIER | |
| | AH 0023 | 1,7472 | Solange GAUTHIER | |
| | AA 0022 | 0,4420 | Colette CORLOUER | |
| | AH 61 | 5,6729 | Communauté d'agglomération de Versailles Grand Parc | |
| | AH 69 | | Communauté d'agglomération de Versailles Grand Parc | |
| | AH 71 | | Communauté d'agglomération de Versailles Grand Parc | |
| | AE 0031 | 11,1246 | Aéroports de Paris | |
| ELANCOURT | A 0316 | 0,5305 | Pierre FOURRE | |
| MAUREPAS | ZA 0126 | 3,9600 | Pierre FOURRE | |
| JOUARS PONTCHARTRAIN | B 0650 | 0,0770 | Pierre FOURRE | |
| | B 1165 | 0,0440 | Pierre FOURRE | |
| | ZC 0029 | 3,3180 | Pierre FOURRE | |
| | ZC 0034 | 0,5453 | Pierre FOURRE | |
| | ZC 0034 | 1,0907 | Pierre FOURRE | |
| | ZC 0052 | 0,4425 | Pierre FOURRE | |
| | ZC 0056 | 0,6090 | Pierre FOURRE | |
| | ZC 0096 | 0,0835 | Pierre FOURRE | |
| | ZC 0113 | 4,1987 | Pierre FOURRE | |
| | ZC 0250 | 2,9223 | Pierre FOURRE | |
| | ZC 0250 | 2,7668 | Pierre FOURRE | |
| | ZC 0159 | 2,9328 | Pierre FOURRE | |
| | FONTENAY-LE-FLEURY | XA 0016 | 12,8606 | Solange GAUTHIER |
| | | XA 0016 | 4,2869 | Solange GAUTHIER |
| XA 0017 | | 1,6946 | Solange GAUTHIER | |
| ZC 0017 | | 0,7897 | Francine CORVAJA | |
| ZC 0018 | | 2,1780 | Francine CORVAJA | |
| AA 0057 | | 2,3241 | Indivision MANNENS-CORVAJA | |
| AA 0013 | | 1,1986 | Indivision MANNENS-CORVAJA | |
| XA 0012 | | 0,8545 | André DUCLERT | |
| I 0028 | | 0,3207 | Lise et Robert FOURRE | |
| AA 0008 | | 1,9866 | Lise et Robert FOURRE | |
| AA 0033 | | 6,6325 | Lise et Robert FOURRE | |
| AA 0034 | | 10,0480 | Lise et Robert FOURRE | |
| XA 0014 | | 11,4300 | Lise et Robert FOURRE | |
| XA 0020 | | 0,3050 | Lise et Robert FOURRE | |
| XA 0021 | | 0,4164 | Lise et Robert FOURRE | |
| XA 0032 | | 4,9255 | Lise et Robert FOURRE | |
| XA 0032 | | 4,9256 | Lise et Robert FOURRE | |
| AA 0040 | | 0,8180 | Colette CORLOUER | |
| VILLEPREUX | | ZB 0092 | 14,8853 | Lise et Robert FOURRE |
| | | ZB 0016 | 4,9451 | Lise et Robert FOURRE |
| | ZC 0019 | 1,4460 | Colette CORLOUER | |
| RENNEMOULIN | ZA 0087 | 0,1159 | Lise et Robert FOURRE | |
| | ZB 0048 | 1,1486 | Lise et Robert FOURRE | |
| | ZB 0049 | 0,0575 | Lise et Robert FOURRE | |

Direction régionale et interdépartementale de
l'alimentation de l'agriculture et de la forêt

IDF-2018-04-10-046

ARRÊTÉ accordant l'autorisation d'exploiter des parcelles
agricoles à M. BOETE Sébastien à MARCOUSSIS 91460
au titre du contrôle des structures et en application du
schéma directeur régional des exploitations agricoles



PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE

ARRÊTÉ

**accordant l'autorisation d'exploiter des parcelles agricoles
à M. BOETE Sébastien
à MARCOUSSIS 91460
au titre du contrôle des structures
et en application du schéma directeur régional des exploitations agricoles**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE,
PRÉFET DE PARIS,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

Vu le code rural et de la pêche maritime, notamment :

- 1) L'article L312-1 relatif au schéma directeur régional des exploitations agricoles,
- 2) Les articles L331-1 et suivants,
- 3) Les articles R312-1 et suivants,
- 4) Les articles R331-1 et suivants,

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements,

Vu le décret n°2010-429 du 29 avril 2010 relatif à l'organisation et aux attributions des directions régionales de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt,

Vu le décret n°2010-687 du 24 juin 2010 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'État dans la région et les départements d'Île-de-France,

Vu le décret 2015-713 du 22 juin 2015 relatif au schéma directeur régional des exploitations agricoles et au contrôle des structures des exploitations agricoles,

Vu l'arrêté du 20 juillet 2015 fixant le modèle d'arrêté préfectoral portant schéma directeur régional des exploitations agricoles,

Vu l'arrêté du 20 juillet 2015 fixant les modalités de calcul des équivalences par type de production, région naturelle ou territoire pour l'établissement du schéma directeur régional des exploitations agricoles,

Vu l'arrêté préfectoral du 21 juin 2016 établissant le schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) pour la région Île de France,

Vu l'arrêté préfectoral IDF-n° 2017-06-19-010 du 19 juin 2017 portant délégation de signature à Madame Anne BOSSY, ingénieure générale des ponts, des eaux et des forêts, directrice régionale et interdépartementale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Île-de-France, en matière administrative ;

Vu la demande d'autorisation d'exploiter n°18-01 déposée complète le 18/01/2018 auprès de la Direction départementale des territoires de l'Essonne, par M. BOETE Sébastien, dont le siège social se situe Ferme des Peignes – Route de Bel Air – 91460 MARCOUSSIS

Vu l'information portée à la connaissance des membres de la section économie des exploitations agricoles de la Commission départementale d'orientation et de l'agriculture de l'Essonne, en date du 02/02/2018.

CONSIDÉRANT :

- L'absence de candidature concurrente à l'échéance du délai d'un mois à compter de la date de publication du 06/02/2018
- La situation de M. BOETE Sébastien, 43 ans, marié, 2 enfants :
 - qui dispose de la capacité professionnelle agricole
 - qui exploite 144 ha 27 a 13 ca de terres agricoles en grandes cultures sur les communes de Ballainvilliers, Linas, Longpont sur Orges, Marcoussis, Nozay, Ollainville, Saulx les Chartreux, Villiers sur Orge
 - qui souhaite reprendre 145 ha 95 a 79 ca de terres agricoles, exploitées en grandes cultures sur les communes de Marcoussis, Linas et Ollainville, à titre individuel, par Mme BOETE Marie-Paule dont le siège social est situé 83 rue Moutard Martin – MARCOUSSIS - 91460
- Que M. BOETE Sébastien exploitera 290 ha 22 a 92 ca de terres en grandes cultures après reprise
- Qu'en conséquence, la demande est conforme aux orientations du SDREA d'Île-de-France, et notamment celles ayant pour objectif :
 - de consolider et de maintenir une exploitation afin de permettre à celle-ci de conserver une dimension économique viable
 - de permettre le maintien de l'emploi en milieu rural
 - de sécuriser le revenu des agriculteurs
- Que l'opération envisagée figure en priorité n°7 au schéma directeur régional des exploitations agricoles d'Île-de-France : autre opération créant, maintenant ou consolidant une exploitation agricole

ARRÊTE

Article 1^{er}

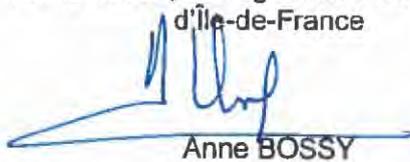
M. BOETE Sébastien est autorisé à exploiter 145 ha 95 a 79 ca en grandes cultures sur les communes de Marcoussis, Linas et Ollainville (voir liste des parcelles en annexe).

Article 2

Le secrétaire général des affaires régionales de la préfecture de la région d'Île-de-France, la directrice régionale et interdépartementale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Île-de-France, le directeur départemental des territoires de l'Essonne et les maires des communes de Marcoussis, Linas et Ollainville, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Île-de-France et affiché en mairie des communes intéressées.

Fait à Cachan, le **10 AVR, 2018**

Pour le préfet et par délégation,
La directrice régionale et interdépartementale de
l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt
d'Île-de-France



Anne BOSSY

Annexe : liste des parcelles concernées par la reprise de M. BOETE Sébastien (91460-MARCOUSSIS)
- Autorisation d'exploiter

| Commune | Référence cadastrale | Surface en ha | Propriétaire | Commune | Référence cadastrale | Surface en ha | Propriétaire |
|-------------|----------------------|---------------|--------------------|-------------|----------------------|---------------|----------------------------|
| MARCOUSSIS | G 883 | 0,493 | HRBEC VERONIQUE | OLLAINVILLE | A 158 | 0,357 | PETIT LIBERT |
| MARCOUSSIS | G 885 | 0,464 | HRBEC VERONIQUE | MARCOUSSIS | AS 158 | 0,298 | PETIT LIBERT |
| OLLAINVILLE | A 162 | 1,0057 | BOURDELOT MARCEL | MARCOUSSIS | AS 180 | 0,1793 | PETIT LIBERT |
| MARCOUSSIS | G 36 | 0,538 | BOURDELOT MARCEL | MARCOUSSIS | AS 158 | 0,042 | PETIT LIBERT |
| MARCOUSSIS | G 258 | 0,254 | BOURDELOT MARCEL | MARCOUSSIS | AE 119 | 0,3466 | PETIT LIBERT |
| MARCOUSSIS | G 382 | 0,718 | BOURDELOT MARCEL | MARCOUSSIS | AS 161 | 0,1723 | PETIT LIBERT |
| MARCOUSSIS | G 758 | 0,2939 | BOURDELOT MARCEL | MARCOUSSIS | F 68 | 0,3275 | PETIT LIBERT |
| MARCOUSSIS | G 110 | 0,234 | PETIT DIDIER | MARCOUSSIS | F 1001 | 0,1454 | PETIT LIBERT |
| MARCOUSSIS | H 67 | 0,908 | PETIT DIDIER | MARCOUSSIS | F 1003 | 0,1427 | PETIT LIBERT |
| MARCOUSSIS | F 285 | 0,247 | NOEL MICHEL | MARCOUSSIS | F 1009 | 0,4258 | PETIT LIBERT |
| MARCOUSSIS | F312 | 0,3235 | NOEL MICHEL | MARCOUSSIS | G 880 | 0,0282 | PETIT LIBERT |
| LINAS | A 1591 | 0,5166 | NOEL MARCEL | MARCOUSSIS | G 683 | 0,1447 | PETIT LIBERT |
| LINAS | AP 2 | 0,171 | NOEL MARCEL | MARCOUSSIS | G 308 | 0,3855 | PETIT LIBERT |
| LINAS | AP3 | 0,1512 | NOEL MARCEL | MARCOUSSIS | ZA 10 | 0,684 | PETIT LIBERT |
| MARCOUSSIS | G 43 | 0,105 | NOEL MARCEL | MARCOUSSIS | ZA 11 | 0,685 | PETIT LIBERT |
| MARCOUSSIS | G 591 | 0,0853 | NOEL MARCEL | MARCOUSSIS | H 108 | 0,3673 | TRIER NICOLE |
| MARCOUSSIS | ZA 14 | 0,886 | NOEL MARCEL | MARCOUSSIS | F 310 | 0,105 | GUILLORY ANDRE |
| OLLAINVILLE | A 32 | 0,1847 | OLMIE PAULETTE | MARCOUSSIS | ZA 12 | 1,368 | GUILLORY ANDRE |
| OLLAINVILLE | A 36 | 0,3383 | OLMIE PAULETTE | OLLAINVILLE | A 38 | 0,3418 | NDMSION LEPEUTREC |
| MARCOUSSIS | F 104 | 0,044 | OLMIE PAULETTE | OLLAINVILLE | A 39 | 0,344 | NDMSION LEPEUTREC |
| MARCOUSSIS | F 105 | 0,044 | OLMIE PAULETTE | MARCOUSSIS | AI 140 | 0,247 | NDMSION LEPEUTREC |
| MARCOUSSIS | F 108 | 0,0715 | OLMIE PAULETTE | MARCOUSSIS | IF 317 | 0,1235 | NDMSION LEPEUTREC |
| MARCOUSSIS | F 107 | 0,0115 | OLMIE PAULETTE | MARCOUSSIS | F 1007 | 0,13 | NDMSION LEPEUTREC |
| MARCOUSSIS | F 108 | 0,108 | OLMIE PAULETTE | MARCOUSSIS | AR 407 | 0,3716 | NDMSION LEPEUTREC |
| MARCOUSSIS | F 327 | 0,1285 | OLMIE PAULETTE | MARCOUSSIS | G 31 | 0,405 | NDMSION LEPEUTREC |
| MARCOUSSIS | F 340 | 0,043 | OLMIE PAULETTE | MARCOUSSIS | G 32 | 0,1885 | NDMSION LEPEUTREC |
| MARCOUSSIS | F 341 | 0,125 | OLMIE PAULETTE | MARCOUSSIS | G 48 | 0,182 | NDMSION LEPEUTREC |
| MARCOUSSIS | F 843 | 0,099 | OLMIE PAULETTE | MARCOUSSIS | G 75 | 0,5115 | NDMSION LEPEUTREC |
| MARCOUSSIS | G 44 | 0,345 | OLMIE PAULETTE | MARCOUSSIS | G 82 | 0,2825 | NDMSION LEPEUTREC |
| MARCOUSSIS | G 88 | 0,345 | OLMIE PAULETTE | MARCOUSSIS | G 158 | 0,1435 | NDMSION LEPEUTREC |
| MARCOUSSIS | G 89 | 0,1585 | OLMIE PAULETTE | MARCOUSSIS | H 105 | 0,3285 | NDMSION LEPEUTREC |
| MARCOUSSIS | G 91 | 0,243 | OLMIE PAULETTE | MARCOUSSIS | ZA 22 | 0,226 | NDMSION LEPEUTREC |
| MARCOUSSIS | G 137 | 0,166 | OLMIE PAULETTE | MARCOUSSIS | F 320 | 0,171 | BRISSON |
| MARCOUSSIS | G 160 | 0,318 | OLMIE PAULETTE | MARCOUSSIS | ZA 18 | 1,348 | BRISSON |
| MARCOUSSIS | J 632 | 0,342 | OLMIE PAULETTE | MARCOUSSIS | F 45 | 0,1485 | CORDEAU MICHEL |
| MARCOUSSIS | L 821 | 0,085 | OLMIE PAULETTE | MARCOUSSIS | F 64 | 0,204 | CORDEAU MICHEL |
| MARCOUSSIS | L 831 | 0,0845 | OLMIE PAULETTE | MARCOUSSIS | F 68 | 0,0275 | CORDEAU MICHEL |
| MARCOUSSIS | AE 128 | 0,1775 | OLMIE PAULETTE | MARCOUSSIS | F 67 | 0,111 | CORDEAU MICHEL |
| MARCOUSSIS | AC 1 | 0,6015 | OLMIE PAULETTE | MARCOUSSIS | F 83 | 0,1175 | CORDEAU MICHEL |
| LINAS | A 8 | 1,0241 | CAGNAZZI | MARCOUSSIS | F 64 | 0,188 | CORDEAU MICHEL |
| LINAS | A 117 | 0,775 | CAGNAZZI | MARCOUSSIS | F 170 | 0,138 | CORDEAU MICHEL |
| LINAS | A 1583 | 0,5338 | CAGNAZZI | MARCOUSSIS | F 331 | 0,1585 | CORDEAU MICHEL |
| MARCOUSSIS | AI 143 | 0,2451 | CAGNAZZI | MARCOUSSIS | F 332 | 0,185 | CORDEAU MICHEL |
| MARCOUSSIS | F 183 | 0,0475 | CAGNAZZI | MARCOUSSIS | F 333 | 0,0285 | CORDEAU MICHEL |
| MARCOUSSIS | F 164 | 0,103 | CAGNAZZI | MARCOUSSIS | F 334 | 0,07 | CORDEAU MICHEL |
| MARCOUSSIS | F 424 | 0,173 | CAGNAZZI | MARCOUSSIS | G 338 | 0,3205 | CORDEAU MICHEL |
| MARCOUSSIS | F 1025 | 0,1131 | CAGNAZZI | MARCOUSSIS | G 337 | 0,333 | CORDEAU MICHEL |
| MARCOUSSIS | G 748 | 0,3044 | JOLDON | LINAS | A 1581 | 0,6567 | CORDEAU MICHEL |
| MARCOUSSIS | F 286 | 0,088 | COURTOIS | MARCOUSSIS | F 362 | 0,111 | NOEL DENSE |
| MARCOUSSIS | G 85 | 0,18 | COURTOIS | MARCOUSSIS | G 394 | 0,332 | NOEL DENSE |
| MARCOUSSIS | G 140 | 0,2335 | COURTOIS | MARCOUSSIS | AE 156 | 0,2348 | GRAUD |
| MARCOUSSIS | G 873 | 0,257 | COURTOIS | MARCOUSSIS | F 110 | 0,095 | GRAUD |
| MARCOUSSIS | G 879 | 0,0864 | COURTOIS | MARCOUSSIS | H 145 | 0,6884 | GRAUD |
| MARCOUSSIS | G 108 | 0,0719 | RETOURNE ANDRE | OLLAINVILLE | A 158 | 0,8547 | SUCCESSION PETIT LAPEYRE D |
| MARCOUSSIS | G 135 | 0,0885 | RETOURNE ANDRE | OLLAINVILLE | A 158 | 0,8548 | SUCCESSION PETIT LAPEYRE D |
| MARCOUSSIS | AI 127 | 0,128 | PETIT ROLAND JULES | MARCOUSSIS | G 435 | 0,341 | SUCCESSION PETIT LAPEYRE D |
| MARCOUSSIS | G 40 | 0,072 | PETIT ROLAND JULES | OLLAINVILLE | A 434 | 0,6838 | NDMSION DUMAS LAPEYRE |
| MARCOUSSIS | G 38 | 0,098 | PETIT ROLAND JULES | MARCOUSSIS | AI 119 | 0,3079 | NDMSION DUMAS LAPEYRE |
| MARCOUSSIS | G 39 | 0,1035 | PETIT ROLAND JULES | MARCOUSSIS | AI 120 | 0,1581 | NDMSION DUMAS LAPEYRE |
| MARCOUSSIS | G 67 | 0,222 | PETIT ROLAND JULES | MARCOUSSIS | AI 121 | 0,4915 | NDMSION DUMAS LAPEYRE |
| MARCOUSSIS | G 116 | 0,166 | PETIT ROLAND JULES | MARCOUSSIS | AI 136 | 0,2338 | NDMSION DUMAS LAPEYRE |
| MARCOUSSIS | G 645 | 0,0957 | PETIT ROLAND JULES | MARCOUSSIS | G 09 G 07 | 0,088 | NDMSION DUMAS LAPEYRE |

| Commune | Référence cadastrale | Surface en ha | Propriétaire | Commune | Référence cadastrale | Surface en ha | Propriétaire |
|-------------|----------------------|---------------|------------------|-------------|----------------------|---------------|------------------|
| MARCOUSSIS | F 69 | 0,166 | GERVAIS YVETTE | MARCOUSSIS | G 863 | 0,144 | PINGUET |
| MARCOUSSIS | AI 134 | 0,204 | SENE JACQUY | LINAS | A 1577 | 0,2823 | BINCHET |
| MARCOUSSIS | G 160 | 0,2795 | SENE JACQUY | LINAS | A 1597 | 0,262 | BINCHET |
| MARCOUSSIS | G 223 | 0,169 | SENE JACQUY | MARCOUSSIS | G 236 | 0,518 | BINCHET |
| MARCOUSSIS | G 255 | 0,2785 | SENE JACQUY | MARCOUSSIS | H 89 | 0,104 | BINCHET |
| MARCOUSSIS | F 469 | 0,054 | SENE JACQUY | MARCOUSSIS | H 92 | 0,4585 | BINCHET |
| MARCOUSSIS | L 683 | 0,172 | GUILLORY ROBERT | MARCOUSSIS | AS 156 | 0,166 | NOEL GERARD |
| MARCOUSSIS | G 776 | 0,0621 | ADAM | MARCOUSSIS | AS 157 | 0,086 | NOEL GERARD |
| LINAS | A 1573 | 0,2638 | NOEL BERNARD | MARCOUSSIS | G 401 | 0,344 | NOEL GERARD |
| LINAS | A 1575 | 0,266 | NOEL BERNARD | MARCOUSSIS | G 402 | 1,3535 | NOEL GERARD |
| LINAS | A 1617 | 0,4696 | NOEL BERNARD | OLLAINVILLE | A 64 | 0,36 | LAMBERT |
| MARCOUSSIS | AI 137 | 0,4899 | GUILLORY ROGER | MARCOUSSIS | L 641 L 642 | 0,3233 | LAMBERT |
| MARCOUSSIS | G 360 | 0,688 | GUILLORY ROGER | MARCOUSSIS | L 865 | 0,3291 | LAMBERT |
| OLLAINVILLE | A 435 | 0,6838 | PETIT JEANNINE | MARCOUSSIS | G 427 | 0,173 | POMMIER |
| MARCOUSSIS | G 764 | 0,663 | PETIT JEANNINE | MARCOUSSIS | G 70 | 0,2085 | POMMIER |
| MARCOUSSIS | F 42 | 0,102 | DAUVERGNE | MARCOUSSIS | G 81 | 0,28 | POMMIER |
| MARCOUSSIS | F 265 | 0,08 | DAUVERGNE | MARCOUSSIS | G 118 | 0,1206 | POMMIER |
| MARCOUSSIS | F 1344 | 0,05 | DAUVERGNE | MARCOUSSIS | G 272 | 0,077 | POMMIER |
| MARCOUSSIS | G 77 | 0,1745 | DAUVERGNE | MARCOUSSIS | G 712 | 0,2528 | POMMIER |
| MARCOUSSIS | G 243 | 0,1715 | DAUVERGNE | MARCOUSSIS | G 714 | 0,0779 | POMMIER |
| MARCOUSSIS | G 244 | 0,4926 | DAUVERGNE | MARCOUSSIS | L 679 | 0,1715 | POMMIER |
| MARCOUSSIS | L 590 | 0,081 | DAUVERGNE | MARCOUSSIS | H 91 | 0,2645 | POMMIER |
| MARCOUSSIS | AS 135 | 0,126 | DAUVERGNE | MARCOUSSIS | AD 69 | 0,174 | LECOQ GINETTE |
| OLLAINVILLE | A 31 | 0,174 | DAUVERGNE | MARCOUSSIS | G 852 | 0,6399 | LECOQ GINETTE |
| MARCOUSSIS | AI 122 | 0,2474 | LALANDE DANIEL | MARCOUSSIS | H 88 | 0,834 | BEDEAU CLAUDETTE |
| MARCOUSSIS | G 111 | 0,157 | LALANDE DANIEL | MARCOUSSIS | G 246 | 0,148 | GIAGNONI |
| MARCOUSSIS | G 134 | 0,1485 | LALANDE DANIEL | MARCOUSSIS | G 143 | 0,1455 | GIAGNONI |
| MARCOUSSIS | G 426 | 0,174 | LALANDE DANIEL | MARCOUSSIS | G 856 | 0,9791 | GIAGNONI |
| MARCOUSSIS | G 700 | 0,258 | LALANDE DANIEL | MARCOUSSIS | L 675 | 0,176 | GIAGNONI |
| MARCOUSSIS | G 726 | 0,1639 | LALANDE DANIEL | MARCOUSSIS | L 676 | 0,162 | GIAGNONI |
| MARCOUSSIS | F 1017 | 0,0518 | GUILLORY BERNARD | MARCOUSSIS | L 959 | 0,3039 | GIAGNONI |
| MARCOUSSIS | F 1019 | 0,0469 | GUILLORY BERNARD | MARCOUSSIS | H 93 | 0,45 | GIAGNONI |
| MARCOUSSIS | G 354 | 0,1775 | GUILLORY BERNARD | MARCOUSSIS | G 217 | 0,0975 | DALLY |
| MARCOUSSIS | G 355 | 0,3455 | GUILLORY BERNARD | OLLAINVILLE | A 30 | 0,3574 | NOEL JEAN PIERRE |
| LINAS | A 14 | 0,3666 | PETIT RAYMOND | MARCOUSSIS | G 156 | 0,21 | NOEL JEAN PIERRE |
| MARCOUSSIS | AI 156 | 0,2575 | PETIT RAYMOND | MARCOUSSIS | G 157 | 0,3885 | NOEL JEAN PIERRE |
| MARCOUSSIS | F 339 | 0,1765 | PETIT RAYMOND | MARCOUSSIS | G 212 | 0,067 | NOEL JEAN PIERRE |
| MARCOUSSIS | F 527 | 0,1235 | PETIT RAYMOND | MARCOUSSIS | G 213 | 0,0615 | NOEL JEAN PIERRE |
| MARCOUSSIS | AI 141 | 0,2995 | LOUIN | MARCOUSSIS | G 254 | 0,039 | NOEL JEAN PIERRE |
| MARCOUSSIS | AC 51 | 0,3315 | LOUIN | MARCOUSSIS | G 255 | 0,0375 | NOEL JEAN PIERRE |
| MARCOUSSIS | F 523 | 0,499 | LOUIN | MARCOUSSIS | G 257 | 0,0215 | NOEL JEAN PIERRE |
| MARCOUSSIS | H 81 | 0,9085 | RIO MONIQUE | OLLAINVILLE | A 157 | 1,37 | SENE DANIEL |
| MARCOUSSIS | F 41 | 0,0725 | PETIT ALINE | MARCOUSSIS | AE 143 | 0,13 | SENE DANIEL |
| OLLAINVILLE | A 34 | 0,341 | FONTENAS | MARCOUSSIS | F 95 | 0,0675 | SENE DANIEL |
| MARCOUSSIS | F 316 | 0,082 | FONTENAS | MARCOUSSIS | F 326 | 0,125 | SENE DANIEL |
| MARCOUSSIS | G 28 | 0,095 | FONTENAS | MARCOUSSIS | F 482 | 0,224 | SENE DANIEL |
| MARCOUSSIS | G 29 | 0,0655 | FONTENAS | MARCOUSSIS | F 1013 | 0,0765 | SENE DANIEL |
| MARCOUSSIS | G 215 | 0,3905 | FONTENAS | MARCOUSSIS | G 138 | 0,1025 | SENE DANIEL |
| MARCOUSSIS | L 672 | 0,169 | FONTENAS | MARCOUSSIS | G 139 | 0,1145 | SENE DANIEL |
| MARCOUSSIS | G 380 | 0,339 | PELTER | MARCOUSSIS | G 289 | 0,279 | SENE DANIEL |
| MARCOUSSIS | G 89 | 0,2195 | HIROC | MARCOUSSIS | G 710 | 0,1692 | SENE DANIEL |
| MARCOUSSIS | G 298 | 0,105 | HIROC | MARCOUSSIS | L 651 | 0,1695 | SENE DANIEL |
| | | | | MARCOUSSIS | L 957 | 0,3147 | SENE DANIEL |
| | | | | MARCOUSSIS | H 85 | 0,7335 | SENE DANIEL |
| | | | | MARCOUSSIS | ZA 8 | 0,674 | SENE DANIEL |

4/7

| Commune | Référence cadastrale | Surface en ha | Propriétaire | Commune | Référence cadastrale | Surface en ha | Propriétaire |
|------------|----------------------|---------------|---------------------|------------------|----------------------|---------------|------------------------|
| MARCOUSSIS | L 678 | 0,1715 | LEPERT | OLLAINVILLEA 40 | | 0,6699 | BRODAR GERARD |
| MARCOUSSIS | G 245 | 0,152 | LAINÉ MARIE | MARCOUSSIF 111 | | 0,2155 | INDIVISION PETIT PAULY |
| MARCOUSSIS | AC 77 | 0,128 | LAINÉ MARIE | MARCOUSSIG 35 | | 0,623 | INDIVISION PETIT PAULY |
| MARCOUSSIS | ZA 15 | 0,702 | DZUIRA | MARCOUSSIG 45 | | 0,1495 | GOBE |
| LINAS | A 11 | 0,1991 | LEVACHE JEAN | MARCOUSSIG 88 | | 0,1725 | GOBE |
| LINAS | A 128 | 0,2218 | LEVACHE JEAN | MARCOUSSIG 128 | | 0,195 | GOBE |
| LINAS | A 129 | 0,3502 | LEVACHE JEAN | MARCOUSSIG 130 | | 0,3345 | GOBE |
| LINAS | A 1603 | 0,293 | LEVACHE JEAN | MARCOUSSIF 670 | | 0,254 | GOBE |
| MARCOUSSIS | F 167 | 0,114 | LEVACHE JEAN | MARCOUSSIG 141 | | 0,1015 | PIQUERET |
| MARCOUSSIS | F 168 | 0,025 | LEVACHE JEAN | MARCOUSSIG 742 | | 0,1136 | TARIS |
| MARCOUSSIS | G 708 | 1,3518 | LEVACHE JEAN | | | | |
| MARCOUSSIS | G 803 | 0,8861 | LEVACHE JEAN | | | | |
| MARCOUSSIS | H 80 | 0,0855 | LEVACHE JEAN | | | | |
| MARCOUSSIS | G 228 | 0,5045 | PETIT ROBERT | | | | |
| MARCOUSSIS | G 94 | 0,1465 | PETIT ROBERT | | | | |
| MARCOUSSIS | AJ 116 | 0,1225 | PETIT ROBERT | | | | |
| MARCOUSSIS | H 82 | 0,8525 | PETIT ROBERT | | | | |
| MARCOUSSIS | AC 53 | 0,3205 | PETIT ROBERT | MARCOUSSIAE 144 | | 0,0835 | CHARPENTIER FRANCOISE |
| MARCOUSSIS | AC 54 | 0,354 | PETIT ROBERT | MARCOUSSIAJ 125 | | 0,1338 | CHARPENTIER FRANCOISE |
| MARCOUSSIS | AC 55 | 0,6595 | PETIT ROBERT | LINAS A 3 | | 0,1658 | HECTUS RIBOULET |
| MARCOUSSIS | H 144 | 0,6694 | PETIT ROBERT | MARCOUSSIG 162 | | 0,0735 | HECTUS RIBOULET |
| MARCOUSSIS | G 46 | 0,0865 | PETIT ROBERT | MARCOUSSIG 161 | | 0,175 | HECTUS RIBOULET |
| MARCOUSSIS | G 716 | 0,1629 | MOUTON JEROME | MARCOUSSIG 216 | | 0,2165 | BERGER |
| MARCOUSSIS | G 718 | 0,6218 | MOUTON JEROME | MARCOUSSIG 129 | | 0,187 | RETOURNE GINETTE |
| MARCOUSSIS | AE 135 | 0,2113 | MOUTON JEROME | MARCOUSSIG 209 | | 0,262 | RETOURNE GINETTE |
| LINAS | A 1587 | 0,4609 | ARRANGER SERGE D | MARCOUSSIAD 42 | | 0,345 | RETOURNE GINETTE |
| MARCOUSSIS | AD 79 | 0,109 | ARRANGER SERGE D | MARCOUSSIAD 81 | | 0,2915 | RETOURNE GINETTE |
| MARCOUSSIS | AD 78 | 0,1225 | ARRANGER SERGE D | LINAS D 232 | | 0,3292 | INDIVISION DUBOCQ |
| MARCOUSSIS | AJ 115 | 0,1241 | ARRANGER SERGE D | LINAS A 908 | | 0,2402 | INDIVISION DUBOCQ |
| MARCOUSSIS | G 911 | 0,213 | ARRANGER SERGE D | LINAS ZA 20 | | 1,152 | INDIVISION DUBOCQ |
| MARCOUSSIS | G 74 | 0,1545 | VANRULLEN | MARCOUSSIAB 1 | | 0,0888 | COIGNET |
| MARCOUSSIS | G 127 | 0,0655 | VANRULLEN | MARCOUSSIAB 2 | | 0,161 | COIGNET |
| MARCOUSSIS | F 257 | 0,096 | VANRULLEN | MARCOUSSIF 1147 | | 0,1707 | COIGNET |
| MARCOUSSIS | F 1015 | 0,2056 | VANRULLEN | MARCOUSSIG 284 | | 0,3895 | BARA |
| MARCOUSSIS | G 768 | 0,3309 | SUCCESSION ARRAN | MARCOUSSIG 314 | | 0,374 | BARA |
| MARCOUSSIS | ZA 23 | 0,372 | SUCCESSION ARRAN | MARCOUSSIG 315 | | 0,304 | BARA |
| MARCOUSSIS | F 258 | 0,1265 | THUREAU LALANDE | LINAS AP 4 | | 0,3548 | GACHENIS |
| MARCOUSSIS | F 1346 | 0,07 | THUREAU LALANDE | MARCOUSSIG 184 | | 0,2625 | ROLLAND |
| MARCOUSSIS | G 913 | 0,1635 | BOURDON JEANNET | MARCOUSSIG 734 | | 0,1717 | ROLLAND |
| MARCOUSSIS | F 70 | 0,1665 | PETIT ROGER | MARCOUSSIG 909 | | 0,1765 | ROLLAND |
| MARCOUSSIS | G 122 | 0,0845 | PETIT ROGER | LINAS A 118 | | 0,1751 | MANON FLOUX |
| MARCOUSSIS | G 237 | 0,3375 | PETIT ROGER | MARCOUSSIG 310 | | 0,0975 | MANON FLOUX |
| LINAS | A 12 | 0,199 | PETIT ALBERTE | MARCOUSSIG 311 | | 0,236 | MANON FLOUX |
| MARCOUSSIS | AJ 146 147 14 | 0,3421 | PETIT ALBERTE | MARCOUSSIAS 131 | | 0,255 | MANON FLOUX |
| MARCOUSSIS | F 485 | 0,159 | PETIT ALBERTE | MARCOUSSIAR 402 | | 0,3207 | MANON FLOUX |
| MARCOUSSIS | F 488 | 0,197 | PETIT ALBERTE | MARCOUSSIG 41 | | 0,0865 | PERDRIGEON |
| MARCOUSSIS | G 131 | 0,178 | PETIT ALBERTE | MARCOUSSIG 66 | | 0,262 | PERDRIGEON |
| MARCOUSSIS | ZA 7 | 0,413 | PETIT ALBERTE | MARCOUSSIG 698 | | 0,212 | PERDRIGEON |
| MARCOUSSIS | G 828 | 0,5285 | INDIVISION PEUVRIER | OLLAINVILLEA 93 | | 0,2329 | HERVET ARABY CHEVALIER |
| MARCOUSSIS | G 221 | 0,6806 | INDIVISION PEUVRIER | MARCOUSSIG 45 | | 0,2725 | HERVET ARABY CHEVALIER |
| MARCOUSSIS | G 338 | 0,346 | INDIVISION PEUVRIER | LINAS D 87 | | 0,3479 | LEDEVEHAT |
| MARCOUSSIS | L 702 | 0,169 | INDIVISION PEUVRIER | MARCOUSSIAJ 133 | | 0,1945 | LEDEVEHAT |
| MARCOUSSIS | AS 144 | 0,7585 | INDIVISION PEUVRIER | MARCOUSSIAC 142 | | 0,071 | LEDEVEHAT |
| MARCOUSSIS | AJ 139 | 0,2252 | GUILLORY ODETTE | MARCOUSSIAD 71 | | 0,105 | LEDEVEHAT |
| LINAS | D 95 | 0,5249 | DELACOUR | MARCOUSSIAR 413 | | 0,1625 | LEDEVEHAT |
| LINAS | D 104 | 0,8458 | DELACOUR | MARCOUSSIAR 414 | | 0,164 | LEDEVEHAT |
| MARCOUSSIS | AJ 145 | 0,2323 | DELACOUR | MARCOUSSIAR 415 | | 0,163 | LEDEVEHAT |
| MARCOUSSIS | F 43 | 0,102 | DELACOUR | MARCOUSSIF 169 | | 0,161 | PETIT ANDRE |
| MARCOUSSIS | G 728 | 0,3703 | DELACOUR | MARCOUSSIF 269 | | 0,6835 | PETIT ANDRE |
| MARCOUSSIS | G 724 | 0,0779 | DELACOUR | MARCOUSSIG 142 | | 0,122 | PETIT ANDRE |
| MARCOUSSIS | G 147 | 0,19 | DELACOUR | LINAS D 77 | | 0,3502 | MARTIN |
| MARCOUSSIS | L 685 | 0,1685 | DELACOUR | LINAS A 1601 | | 0,2819 | MARTIN |
| MARCOUSSIS | L 686 | 0,171 | DELACOUR | OLLAINVILLEA 87 | | 0,3494 | MARTIN |
| | | | | OLLAINVILLEA 415 | | 0,6885 | MARTIN |

5/7

| Commune | Référence cadastrale | Surface en ha | Propriétaire | Commune | Référence cadastrale | Surface en ha | Propriétaire |
|-------------|----------------------|---------------|-------------------|-------------|----------------------|---------------|---------------------|
| MARCOUSSIS | H 64 | 0,3415 | VOVARD | OLLAINVILLE | A 33 | 0,6885 | GUE |
| MARCOUSSIS | ZA 17 | 0,675 | VOVARD | MARCOUSSIS | IAS 46 | 0,216 | GUE |
| MARCOUSSIS | AD 68 | 0,1765 | RIOULT | MARCOUSSIS | AR 400 | 0,1848 | GUE |
| MARCOUSSIS | AS 136 | 0,126 | RIOULT | MARCOUSSIS | ZA 6 | 0,426 | MERLET DANIEL |
| MARCOUSSIS | G 720 | 0,6362 | RIOULT | MARCOUSSIS | F 233 | 0,2415 | WITKOWSKI |
| MARCOUSSIS | F 336 | 0,025 | ANNIE LEDORTZ | MARCOUSSIS | AR 2 | 0,321 | WITKOWSKI |
| MARCOUSSIS | G 773 | 0,068 | ANNIE LEDORTZ | MARCOUSSIS | AO 329 | 0,1312 | WITKOWSKI |
| MARCOUSSIS | F 46 | 0,1355 | LEDORTZ ANDRE | MARCOUSSIS | F 409 | 0,097 | LANGLOIS |
| MARCOUSSIS | F 496 | 0,1205 | LEDORTZ ANDRE | MARCOUSSIS | F 1254 | 0,5325 | LANGLOIS |
| MARCOUSSIS | G 278 | 0,1045 | LEDORTZ ANDRE | MARCOUSSIS | G 418 | 0,3415 | LANGLOIS |
| MARCOUSSIS | G 316 | 0,1205 | LEDORTZ ANDRE | MARCOUSSIS | AS 220 | 0,0564 | HEBUTERNE |
| MARCOUSSIS | G 317 | 0,2205 | LEDORTZ ANDRE | MARCOUSSIS | AS 216 | 0,0281 | HEBUTERNE |
| MARCOUSSIS | AR 408 | 0,157 | LEDORTZ ANDRE | MARCOUSSIS | IAS 215 | 0,0286 | HEBUTERNE |
| MARCOUSSIS | AR 410 | 0,428 | LEDORTZ ANDRE | MARCOUSSIS | AS 218 | 0,17 | HEBUTERNE |
| MARCOUSSIS | F 993 | 0,174 | DUBOCQ RAYMOND | MARCOUSSIS | H 103 | 0,4445 | HEBUTERNE |
| MARCOUSSIS | G 400 | 0,3465 | DUBOCQ RAYMOND | MARCOUSSIS | G 252 | 0,3875 | BENHEBAEREK |
| MARCOUSSIS | G 732 | 0,0967 | DUBOCQ RAYMOND | MARCOUSSIS | G 754 | 0,301 | BENHEBAEREK |
| MARCOUSSIS | G937 | 0,3242 | DUBOCQ RAYMOND | MARCOUSSIS | G 822 | 0,3065 | BENHEBAEREK |
| MARCOUSSIS | H 109 | 0,3951 | DUBOCQ RAYMOND | MARCOUSSIS | G 829 | 0,03 | BENHEBAEREK |
| MARCOUSSIS | H 110 | 0,1709 | DUBOCQ RAYMOND | MARCOUSSIS | G 830 | 0,7008 | BENHEBAEREK |
| MARCOUSSIS | F 50 | 0,34 | GUILLORY JEAN | MARCOUSSIS | AB 4 | 0,4145 | BENHEBAEREK |
| MARCOUSSIS | H 99 | 0,3345 | GUILLORY JEAN | MARCOUSSIS | L 899 | 0,4785 | BENHEBAEREK |
| MARCOUSSIS | F 290 | 0,16 | DESMONCEAUX | MARCOUSSIS | L 901 | 0,0986 | BENHEBAEREK |
| MARCOUSSIS | F 308 | 0,0765 | DESMONCEAUX | LINAS | D 118 | 0,473 | PETIT MAURICE |
| MARCOUSSIS | G 214 | 0,1645 | DESMONCEAUX | MARCOUSSIS | G 211 | 0,213 | PETIT MAURICE |
| MARCOUSSIS | G 260 | 0,312 | DESMONCEAUX | MARCOUSSIS | G 220 | 0,0895 | PETIT MAURICE |
| MARCOUSSIS | G 919 | 0,172 | DESMONCEAUX | MARCOUSSIS | G 812 | 0,3274 | PETIT MAURICE |
| MARCOUSSIS | D 527 | 0,0337 | DESMONCEAUX | MARCOUSSIS | H 79 | 0,7075 | PETIT MAURICE |
| MARCOUSSIS | F 268 | 0,144 | ROBIN | MARCOUSSIS | L 680 | 0,3435 | PETIT MAURICE |
| MARCOUSSIS | F 1348 | 0,04 | ROBIN | MARCOUSSIS | F 1005 | 0,1346 | LECLAINCHE RAYMONDE |
| MARCOUSSIS | G 379 | 0,34 | ROBIN | MARCOUSSIS | ZA 25 | 0,359 | LECLAINCHE RAYMONDE |
| MARCOUSSIS | L 961 | 0,3194 | ROBIN | OLLAINVILLE | EA 480 | 0,2968 | MANON JEAN CLAUDE |
| LINAS | D 86 | 0,35 | PETIT JACQUE | MARCOUSSIS | F 49 | 0,1685 | MANON JEAN CLAUDE |
| LINAS | A 1585 | 0,4584 | PETIT JACQUE | MARCOUSSIS | F 325 | 0,265 | MANON JEAN CLAUDE |
| MARCOUSSIS | G 113 | 0,2035 | PETIT JACQUE | MARCOUSSIS | F 1145 | 0,1481 | MANON JEAN CLAUDE |
| MARCOUSSIS | G 430 | 0,451 | PETIT JACQUE | MARCOUSSIS | AD 80 | 0,11 | MANON JEAN CLAUDE |
| MARCOUSSIS | L 674 | 0,1675 | PETIT JACQUE | MARCOUSSIS | AD 76 | 0,2525 | MANON JEAN CLAUDE |
| MARCOUSSIS | H 90 | 0,2555 | PEUVRIER MARCEL | MARCOUSSIS | G 358 | 0,351 | MANON JEAN CLAUDE |
| MARCOUSSIS | F 997 | 0,1502 | COUTURIER | MARCOUSSIS | ZA 21 | 0,227 | MANON JEAN CLAUDE |
| MARCOUSSIS | F 999 | 0,1485 | COUTURIER | MARCOUSSIS | F 995 | 0,1535 | MANON JEAN CLAUDE |
| OLLAINVILLE | A 476 | 0,3363 | LEVITZ | MARCOUSSIS | G 80 | 0,124 | ROLLY |
| OLLAINVILLE | A 479 | 0,4741 | LEVITZ | MARCOUSSIS | G 232 | 0,167 | ROLLY |
| MARCOUSSIS | F 48 | 0,131 | LEVITZ | MARCOUSSIS | F 835 | 0,0675 | NOEL GISELE PATRICK |
| MARCOUSSIS | G 302 | 0,5128 | LEVITZ | MARCOUSSIS | AB 3 | 0,086 | NOEL GISELE PATRICK |
| MARCOUSSIS | G 893 | 0,0953 | LEVITZ | MARCOUSSIS | H 107 | 0,9945 | NOEL GISELE PATRICK |
| MARCOUSSIS | G 305 | 0,0155 | LEVITZ | MARCOUSSIS | AI 123 | 0,1304 | PETIT MICHEL |
| MARCOUSSIS | AI 131 | 1,1195 | HEBERT | MARCOUSSIS | F 1342 | 0,2233 | PETIT MICHEL |
| MARCOUSSIS | F 109 | 0,3185 | HEBERT | OLLAINVILLE | EA 478 | 0,4741 | MOUTON PIERRE |
| MARCOUSSIS | F 253 | 0,0397 | HEBERT | OLLAINVILLE | EA 477 | 0,336 | MOUTON PIERRE |
| MARCOUSSIS | G 144 | 0,161 | RODRIGUEZ | MARCOUSSIS | F 338 | 0,0375 | FRANCONET |
| MARCOUSSIS | G 231 | 0,159 | RODRIGUEZ | MARCOUSSIS | G 879 | 0,1749 | FRANCONET |
| MARCOUSSIS | G 889 | 0,067 | MOREL | MARCOUSSIS | G 881 | 0,1887 | FRANCONET |
| LINAS | A 1599 | 0,2623 | BEDEAU DANIEL | MARCOUSSIS | G 887 | 0,2109 | FRANCONET |
| MARCOUSSIS | L 684 | 0,3465 | BEDEAU DANIEL | MARCOUSSIS | AI 142 | 0,2418 | MORAND |
| MARCOUSSIS | AI 118 | 0,2443 | CHARPENTIER PIERR | MARCOUSSIS | G 234 | 0,5065 | MORAND |
| MARCOUSSIS | AI 144 | 0,25 | CHARPENTIER PIERR | MARCOUSSIS | G 271 | 0,3065 | MORAND |
| MARCOUSSIS | G 809 | 0,1657 | CHARPENTIER PIERR | MARCOUSSIS | IAS 45 | 0,198 | YVE PIERRE |
| MARCOUSSIS | G 235 | 0,17 | PROULIER | LINAS | D 71 | 0,3535 | MERCIER |
| MARCOUSSIS | G 431 | 0,4355 | PROULIER | LINAS | D 78 | 0,3314 | MERCIER |
| MARCOUSSIS | G 865 | 0,092 | PROULIER | MARCOUSSIS | F 318 | 0,121 | MERCIER |
| MARCOUSSIS | G 867 | 0,3257 | PROULIER | MARCOUSSIS | G 318 | 0,2235 | MERCIER |
| | | | | MARCOUSSIS | G 319 | 0,1025 | MERCIER |

6/7

| Commune | Référence cadastrale | Surface en ha | Propriétaire |
|-------------|----------------------|---------------|-------------------|
| MARCOUSSIS | G 842 | 0,3443 | BOTTINEAU |
| MARCOUSSIS | G 844 | 0,2188 | BOTTINEAU |
| MARCOUSSIS | H 94 | 0,5735 | BOTTINEAU |
| MARCOUSSIS | AI 135 | 0,25 | BOTTINEAU |
| MARCOUSSIS | G 770 | 0,149 | FORESTIER |
| MARCOUSSIS | G 1009 | 0,1745 | FORESTIER |
| MARCOUSSIS | AI 129 | 0,15 | GENAILLE |
| MARCOUSSIS | G 921 | 0,169 | JARDAT |
| MARCOUSSIS | G 62 | 0,079 | LEGLISE |
| MARCOUSSIS | AC 121 | 0,087 | BOETE MARIE PAULE |
| MARCOUSSIS | G 84 | 0,2785 | BOETE MARIE PAULE |
| MARCOUSSIS | G 112 | 0,1135 | BOETE MARIE PAULE |
| MARCOUSSIS | G 247 | 0,5345 | BOETE MARIE PAULE |
| MARCOUSSIS | G248 | 0,1205 | BOETE MARIE PAULE |
| MARCOUSSIS | G 740 | 0,1315 | BOETE MARIE PAULE |
| MARCOUSSIS | G 42 | 0,094 | BOETE MARIE PAULE |
| MARCOUSSIS | G 78 | 0,2535 | BOETE MARIE PAULE |
| MARCOUSSIS | G 86 | 0,2705 | BOETE MARIE PAULE |
| MARCOUSSIS | G 154 | 0,472 | BOETE MARIE PAULE |
| MARCOUSSIS | G 219 | 0,082 | BOETE MARIE PAULE |
| MARCOUSSIS | G 736 | 0,1085 | BOETE MARIE PAULE |
| MARCOUSSIS | G 744 | 0,14 | BOETE MARIE PAULE |
| MARCOUSSIS | G 768 | 0,1508 | BOETE MARIE PAULE |
| MARCOUSSIS | G 151 | 0,158 | BOETE MARIE PAULE |
| MARCOUSSIS | G 222 | 0,089 | BOETE MARIE PAULE |
| MARCOUSSIS | G 830 | 0,182 | BOETE MARIE PAULE |
| MARCOUSSIS | G 125 | 0,1695 | BOETE MARIE PAULE |
| MARCOUSSIS | G 226 | 0,509 | BOETE MARIE PAULE |
| MARCOUSSIS | G 818 | 0,5698 | BOETE MARIE PAULE |
| MARCOUSSIS | G 820 | 0,0727 | BOETE MARIE PAULE |
| MARCOUSSIS | F 284 | 0,0845 | BOETE MARIE PAULE |
| MARCOUSSIS | G 925 | 0,2118 | BOETE MARIE PAULE |
| MARCOUSSIS | G 76 | 0,1815 | BOETE MARIE PAULE |
| MARCOUSSIS | G 158 | 0,086 | BOETE MARIE PAULE |
| MARCOUSSIS | F 259 | 0,04 | BOETE MARIE PAULE |
| MARCOUSSIS | F 47 | 0,1285 | BOETE SEBASTIEN |
| MARCOUSSIS | G 90 | 0,249 | BOETE SEBASTIEN |
| MARCOUSSIS | G 869 | 0,1922 | BOETE SEBASTIEN |
| MARCOUSSIS | G 1011 | 0,3352 | BOETE SEBASTIEN |
| MARCOUSSIS | L 673 | 0,349 | BOETE SEBASTIEN |
| MARCOUSSIS | F 298 1036 | 0,49 | BOETE SEBASTIEN |
| MARCOUSSIS | G 132 | 0,1538 | BOETE SEBASTIEN |
| MARCOUSSIS | G 339 | 0,3485 | BOETE SEBASTIEN |
| OLLAINVILLE | A 66 | 0,3168 | BOETE SEBASTIEN |
| OLLAINVILLE | A 160 | 0,6705 | BOETE SEBASTIEN |
| MARCOUSSIS | G 87 | 0,332 | BOETE SEBASTIEN |
| MARCOUSSIS | G 438 | 0,3395 | BOETE SEBASTIEN |
| MARCOUSSIS | G 860 | 0,2676 | BOETE SEBASTIEN |
| MARCOUSSIS | H 96 | 0,3005 | BOETE SEBASTIEN |
| MARCOUSSIS | H 100 | 0,6665 | BOETE SEBASTIEN |
| MARCOUSSIS | H 101 | 0,2625 | BOETE SEBASTIEN |
| MARCOUSSIS | H 104 | 0,255 | BOETE SEBASTIEN |
| MARCOUSSIS | ZA 24 | 0,351 | BOETE SEBASTIEN |

2/7

DRIEA IF

IDF-2018-04-19-022

A R R Ê T É

accordant à ICADE PROMOTION

l'agrément institué par l'article R.510-1 du code de
l'urbanisme

PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE

ARRÊTÉ

accordant à **ICADE PROMOTION**
l'agrément institué par l'article R.510-1 du code de l'urbanisme

LE PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- Vu** le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.510-1 à L.510-4 et R.510-1 à R.510-15 ;
- Vu** la demande d'agrément présentée par **ICADE PROMOTION**, reçue à la préfecture de région le 26/03/2018, enregistrée sous le numéro 2018/060 ;
- Sur** proposition du directeur régional et interdépartemental de l'équipement et de l'aménagement ;

ARRÊTE

Article Premier : L'agrément prévu par les articles susvisés du code de l'urbanisme est accordé à **ICADE PROMOTION** en vue de la réalisation à **VILLEJUIF** (94800) – Rue Marcel Paul et rue Ambroise Croizat – d'une opération de construction d'un ensemble immobilier à usage principal de locaux d'enseignement, d'une surface de plancher totale soumise à agrément de 10 100 m².

Article 2 : La surface de plancher totale accordée se compose comme suit :

Locaux d'enseignement : 10 100 m² (construction)

Ces surfaces constituent un maximum susceptible d'être réduit en application des dispositions d'urbanisme.

Article 3 : Les locaux devront être utilisés uniquement en vue de l'exercice de l'activité définie à l'article 2.

Article 4 : La délivrance de l'autorisation d'urbanisme étant subordonnée à l'ensemble des règles régissant la matière, la présente décision ne préjuge pas de cette délivrance et elle ne peut être opposée aux objections éventuelles touchant notamment l'implantation, les volumes, la densité, les nuisances, etc., qui pourraient être faites par les services chargés d'instruire ces demandes.

Cette demande, à laquelle sera annexée une copie de la présente décision, devra être déposée dans le délai d'un an à compter de la date de décision, à l'échéance duquel la présente décision sera caduque.

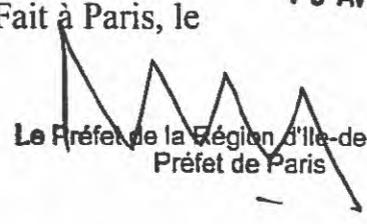
Article 5 : La présente décision sera notifiée à :

ICADE PROMOTION
27 rue Camille Desmoulins
CS10166
92445 ISSY-LES-MOULINEAUX CEDEX

Article 6 : Dans les deux mois suivant la notification ou la publication du présent arrêté préfectoral, ce dernier peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de la région Île-de-France, soit hiérarchique auprès du ministre de la cohésion des territoires, ou bien d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent.

L'absence de réponse au terme du délai de deux mois pour le préfet de la région Île-de-France et le ministre de la cohésion des territoires vaut rejet implicite.

Article 7 : Le préfet du Val-de-Marne et le directeur régional et interdépartemental de l'équipement et de l'aménagement sont chargés, pour ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région et dont une ampliation est adressée au directeur de l'unité départementale de l'équipement et de l'aménagement du Val-de-Marne.

Fait à Paris, le **19 AVR. 2018**

Le Préfet de la Région d'Île-de-France,
Préfet de Paris
Michel CADOT

DRIEA IF

IDF-2018-04-19-014

A R R Ê T É

accordant à SCI ST PIERRE DU PERRAY ACCESSION
l'agrément institué par l'article R.510-1 du code de
l'urbanisme

PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE

ARRÊTÉ

**accordant à SCI ST PIERRE DU PERRY ACCESION
l'agrément institué par l'article R.510-1 du code de l'urbanisme**

LE PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- Vu** le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.510-1 à L.510-4 et R.510-1 à R.510-15 ;
- Vu** la demande d'agrément présentée par SCI ST PIERRE DU PERRY ACCESION, reçue à la préfecture de région le 09/03/2018, enregistrée sous le numéro 2018/048 ;
- Sur** proposition du directeur régional et interdépartemental de l'équipement et de l'aménagement ;

ARRÊTE

Article Premier : L'agrément prévu par les articles susvisés du code de l'urbanisme est accordé à SCI ST PIERRE DU PERRY ACCESION en vue de la réalisation à SAINT-PIERRE-DU-PERRY (91280) – ZAC DE LA CLE SAINT-PIERRE – lot A2-2, rue Clément Ader – d'une opération de construction d'un ensemble immobilier à usage principal locaux industriels, d'une surface de plancher totale soumise à agrément de 8 000 m².

Article 2 : La surface de plancher totale accordée se compose comme suit :

| | |
|------------------------------------|-------------------------------------|
| Bureaux : | 2 000 m ² (construction) |
| Entrepôts : | 2 000 m ² (construction) |
| Locaux d'activités industrielles : | 4 000 m ² (construction) |

Ces surfaces constituent un maximum susceptible d'être réduit en application des dispositions d'urbanisme.

Article 3 : Les locaux devront être utilisés uniquement en vue de l'exercice de l'activité définie à l'article 2.

Article 4 : La délivrance de l'autorisation d'urbanisme étant subordonnée à l'ensemble des règles régissant la matière, la présente décision ne préjuge pas de cette délivrance et elle ne peut être opposée aux objections éventuelles touchant notamment l'implantation, les volumes, la densité, les nuisances, etc., qui pourraient être faites par les services chargés d'instruire ces demandes.

Cette demande, à laquelle sera annexée une copie de la présente décision, devra être déposée dans le délai d'un an à compter de la date de décision, à l'échéance duquel la présente décision sera caduque.

Immeuble Le Ponant – 5, rue Leblanc – 75911 Paris Cedex 15
Téléphone : 01 82 52 40 00

Article 5 : La présente décision sera notifiée à :

SCI ST PIERRE DU PERRY ACCESSION
68 rue de Villiers
92300 LEVALLOIS-PERRET

Article 6 : Dans les deux mois suivant la notification ou la publication du présent arrêté préfectoral, ce dernier peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de la région Île-de-France, soit hiérarchique auprès du ministère de la cohésion des territoires, ou bien d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent.

L'absence de réponse au terme du délai de deux mois pour le préfet de la région Île-de-France et le ministre de la cohésion des territoires vaut rejet implicite.

Article 7 : La préfète de l'Essonne et le directeur régional et interdépartemental de l'équipement et de l'aménagement sont chargés, pour ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région et dont une ampliation est adressée au directeur départemental des territoires de l'Essonne.

Fait à Paris, le **19 AVR. 2018**

Le Préfet de la Région d'Île-de-France,
Préfet de Paris

Michel CADOT

DRIEA IF

IDF-2018-04-19-019

A R R Ê T É

accordant à EIFFAGE IMMOBILIER ILE DE FRANCE
l'agrément institué par l'article R.510-1 du code de
l'urbanisme

PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE

ARRÊTÉ

**accordant à EIFFAGE IMMOBILIER ILE DE FRANCE
l'agrément institué par l'article R.510-1 du code de l'urbanisme**

LE PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- Vu** le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.510-1 à L.510-4 et R.510-1 à R.510-15 ;
- Vu** la demande d'agrément présentée par EIFFAGE IMMOBILIER ILE DE FRANCE reçue à la préfecture de région le 05/12/2017, enregistrée sous le numéro 2017/255 ;
- Vu** l'arrêté IDF 2018-02-02-022 du 02/02/2018 portant ajournement de décision à EIFFAGE IMMOBILIER ILE DE FRANCE, notifié le 13/02/2018 ;
- Vu** la lettre du maire de Saint-Denis, reçue à la Préfecture de région le 15/02/2018, acceptant le principe de reverser une part de la taxe d'aménagement pour le financement du « franchissement urbain Pleyel » ;
- Vu** les échanges établis entre EIFFAGE IMMOBILIER ILE DE FRANCE et RTE concernant les servitudes dues au passage d'une ligne très haute tension sur la parcelle ;
- Considérant** l'engagement du maire de Saint-Denis pour contribuer au financement du « franchissement urbain Pleyel », le cas échéant en reversant une part de la recette de la taxe d'aménagement majorée ;
- Sur** proposition du directeur régional et interdépartemental de l'équipement et de l'aménagement ;

ARRÊTE

Article Premier : L'agrément prévu par les articles susvisés du code de l'urbanisme est accordé EIFFAGE IMMOBILIER ILE DE FRANCE en vue de la réalisation à SAINT-DENIS (93200) – 6-12 rue Flora Tristan – d'une opération de construction d'un ensemble immobilier à usage principal de bureaux, d'une surface de plancher totale soumise à agrément de 35 000 m².

Article 2 : La surface de plancher totale accordée se compose comme suit :

| | |
|---------------------------|--------------------------------------|
| Bureaux : | 31 000 m ² (construction) |
| Locaux d'accompagnement : | 3 500 m ² (construction) |
| Entrepôts : | 250 m ² (construction) |
| Equipements : | 250 m ² (construction) |

Ces surfaces constituent un maximum susceptible d'être réduit en application des dispositions d'urbanisme.

Immeuble Le Ponant – 5, rue Leblanc – 75911 Paris Cedex 15
Téléphone : 01 82 52 40 00

Article 3 : Les locaux devront être utilisés uniquement en vue de l'exercice de l'activité définie à l'article 2.

Article 4 : La délivrance de l'autorisation d'urbanisme étant subordonnée à l'ensemble des règles régissant la matière, la présente décision ne préjuge pas de cette délivrance et elle ne peut être opposée aux objections éventuelles touchant notamment l'implantation, les volumes, la densité, les nuisances, etc., qui pourraient être faites par les services chargés d'instruire ces demandes.

Cette demande, à laquelle sera annexée une copie de la présente décision, devra être déposée dans le délai d'un an à compter de la date de décision, à l'échéance duquel la présente décision sera caduque.

Article 5 : La présente décision sera notifiée à :

EIFFAGE IMMOBILIER ILE DE FRANCE
11 place de l'Europe
78140 VELIZY-VILLACOUBLAY

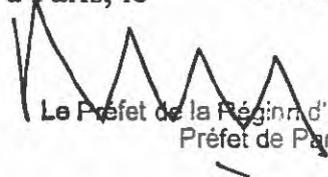
Article 6 : Dans les deux mois suivant la notification ou la publication du présent arrêté préfectoral, ce dernier peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de la région Île-de-France, soit hiérarchique auprès du ministère de la cohésion des territoires, ou bien d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent.

L'absence de réponse au terme du délai de deux mois pour le préfet de la région Île-de-France et le ministre de la cohésion des territoires vaut rejet implicite.

Article 7 : Le préfet de Seine-Saint-Denis et le directeur régional et interdépartemental de l'équipement et de l'aménagement sont chargés, pour ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région et dont une ampliation est adressée au directeur de l'unité départementale de l'équipement et de l'aménagement de Seine-Saint-Denis.

Fait à Paris, le

19 AVR. 2018


Le Préfet de la Région d'Île-de-France,
Préfet de Paris

Michel CADOT

DRIEA IF

IDF-2018-04-19-027

A R R Ê T É

accordant à FONDATION NATIONALE DES SCIENCES
POLITIQUES

l'agrément institué par l'article R.510-1 du code de
l'urbanisme

PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE

ARRÊTÉ

**accordant à FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES
l'agrément institué par l'article R.510-1 du code de l'urbanisme**

LE PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- Vu** le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.510-1 à L.510-4 et R.510-1 à R.510-15 ;
- Vu** la demande d'agrément présentée par SOGELYM INGENIERIE pour le compte de la FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES, reçue à la préfecture de région le 23/02/2018, enregistrée sous le numéro 2018/037 ;
- Sur** proposition du directeur régional et interdépartemental de l'équipement et de l'aménagement ;

ARRÊTE

Article Premier : L'agrément prévu par les articles susvisés du code de l'urbanisme est accordé à FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES en vue de la réalisation à PARIS (75007) – 1 place Saint-Thomas d'Aquin – d'une opération de construction d'un ensemble immobilier à usage principal de locaux d'enseignement, d'une surface de plancher totale soumise à agrément de 17 000 m².

Article 2 : La surface de plancher totale accordée se compose comme suit :

| | |
|-------------------------|---|
| Locaux d'enseignement : | 5 365 m ² (extension) |
| Locaux d'enseignement : | 11 635 m ² (changement de destination) |

Ces surfaces constituent un maximum susceptible d'être réduit en application des dispositions d'urbanisme.

Article 3 : Les locaux devront être utilisés uniquement en vue de l'exercice de l'activité définie à l'article 2.

Article 4 : La délivrance de l'autorisation d'urbanisme étant subordonnée à l'ensemble des règles régissant la matière, la présente décision ne préjuge pas de cette délivrance et elle ne peut être opposée aux objections éventuelles touchant notamment l'implantation, les volumes, la densité, les nuisances, etc., qui pourraient être faites par les services chargés d'instruire ces demandes.

Cette demande, à laquelle sera annexée une copie de la présente décision, devra être déposée dans le délai d'un an à compter de la date de décision, à l'échéance duquel la présente décision sera caduque.

Immeuble Le Ponant – 5, rue Leblanc – 75911 Paris Cedex 15
Téléphone : 01 82 52 40 00

Article 5 : La présente décision sera notifiée à :

SOGELYM INGENIERIE
5, rue de la Baume
75008 PARIS

Article 6 : Dans les deux mois suivant la notification ou la publication du présent arrêté préfectoral, ce dernier peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de la région Île-de-France, soit hiérarchique auprès du ministère de la cohésion des territoires, ou bien d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent.

L'absence de réponse au terme du délai de deux mois pour le préfet de la région Île-de-France et le ministre de la cohésion des territoires vaut rejet implicite.

Article 7 : Le préfet des Paris et le directeur régional et interdépartemental de l'équipement et de l'aménagement sont chargés, pour ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région et dont une ampliation est adressée au directeur de l'unité départementale de l'équipement et de l'aménagement de paris.

Fait à Paris, le **19 AVR. 2018**

Le Préfet de la Région d'Île-de-France,
Préfet de Paris

Michel CADOT

DRIEA IF

IDF-2018-04-19-021

A R R Ê T É

accordant à SCI URBANIVRY

l'agrément institué par l'article R.510-1 du code de
l'urbanisme

PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE

ARRÊTÉ

**accordant à SCI URBANIVRY
l'agrément institué par l'article R.510-1 du code de l'urbanisme**

LE PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- Vu** le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.510-1 à L.510-4 et R.510-1 à R.510-15 ;
- Vu** la demande d'agrément présentée par SCI URBANIVRY reçue à la préfecture de région le 15/03/2018, enregistrée sous le numéro 2018/055 ;
- Sur** proposition du directeur régional et interdépartemental de l'équipement et de l'aménagement ;

ARRÊTE

Article Premier : L'agrément prévu par les articles susvisés du code de l'urbanisme est accordé à SCI URBANIVRY en vue de la réalisation à IVRY-SUR-SEINE (94200) – 13-15 quai Marcel Boyer – d'une opération de construction d'un ensemble immobilier à usage principal de bureaux, d'une surface de plancher totale soumise à agrément de 1 198 m².

Article 2 : La surface de plancher totale accordée se compose comme suit :

Bureaux : 1 198 m² (construction)

Ces surfaces constituent un maximum susceptible d'être réduit en application des dispositions d'urbanisme.

Article 3 : Les locaux devront être utilisés uniquement en vue de l'exercice de l'activité définie à l'article 2.

Article 4 : La délivrance de l'autorisation d'urbanisme étant subordonnée à l'ensemble des règles régissant la matière, la présente décision ne préjuge pas de cette délivrance et elle ne peut être opposée aux objections éventuelles touchant notamment l'implantation, les volumes, la densité, les nuisances, etc., qui pourraient être faites par les services chargés d'instruire ces demandes.

Cette demande, à laquelle sera annexée une copie de la présente décision, devra être déposée dans le délai d'un an à compter de la date de décision, à l'échéance duquel la présente décision sera caduque.

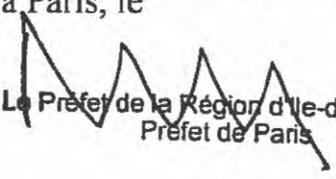
Article 5 : La présente décision sera notifiée à :

SCI URBANIVRY
30 avenue de Messine
75008 PARIS

Article 6 : Dans les deux mois suivant la notification ou la publication du présent arrêté préfectoral, ce dernier peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de la région Île-de-France, soit hiérarchique auprès du ministère de la cohésion des territoires, ou bien d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent.

L'absence de réponse au terme du délai de deux mois pour le préfet de la région Île-de-France et le ministre de la cohésion des territoires vaut rejet implicite.

Article 7 : Le préfet du Val-de-Marne et le directeur régional et interdépartemental de l'équipement et de l'aménagement sont chargés, pour ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région et dont une ampliation est adressée au directeur de l'unité départementale de l'équipement et de l'aménagement du Val-de-Marne.

Fait à Paris, le **19 AVR. 2018**

Le Préfet de la Région d'Île-de-France,
Préfet de Paris
Michel CADOT

DRIEA IF

IDF-2018-04-19-009

A R R Ê T É

accordant à CHESSY A6 A12

l'agrément institué par l'article R.510-1 du code de
l'urbanisme

PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE

ARRÊTÉ

accordant à CHESSY A6 A12
l'agrément institué par l'article R.510-1 du code de l'urbanisme

LE PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- Vu** le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.510-1 à L.510-4 et R.510-1 à R.510-15 ;
- Vu** la demande d'agrément présentée par CHESSY A6 A12 1er reçue à la préfecture de région le 14/03/2018, enregistrée sous le numéro 2018/057 ;
- Sur** proposition du directeur régional et interdépartemental de l'équipement et de l'aménagement ;

ARRÊTE

Article Premier : L'agrément prévu par les articles susvisés du code de l'urbanisme est accordé à CHESSY A6 A12 1er en vue de la réalisation à CHESSY (77700) - ZAC des Studios et des Congrès, lot AF4.A6, future place octogonale – d'une opération de construction d'un ensemble immobilier à usage principal de bureaux, d'une surface de plancher totale soumise à agrément de 2 250 m².

Article 2 : La surface de plancher totale accordée se compose comme suit :

Bureaux : 2 250 m² (construction)

Ces surfaces constituent un maximum susceptible d'être réduit en application des dispositions d'urbanisme.

Article 3 : Les locaux devront être utilisés uniquement en vue de l'exercice de l'activité définie à l'article 2.

Article 4 : La délivrance de l'autorisation d'urbanisme étant subordonnée à l'ensemble des règles régissant la matière, la présente décision ne préjuge pas de cette délivrance et elle ne peut être opposée aux objections éventuelles touchant notamment l'implantation, les volumes, la densité, les nuisances, etc., qui pourraient être faites par les services chargés d'instruire ces demandes.

Cette demande, à laquelle sera annexée une copie de la présente décision, devra être déposée dans le délai d'un an à compter de la date de décision, à l'échéance duquel la présente décision sera caduque.

Article 5 : La présente décision sera notifiée à :

CHESSY A6 A12
PICHET PROMOTION
3 rue des Saussaies
75008 PARIS

Article 6 : Dans les deux mois suivant la notification ou la publication du présent arrêté préfectoral, ce dernier peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de la région Île-de-France, soit hiérarchique auprès du ministère de la cohésion des territoires, ou bien d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent.

L'absence de réponse au terme du délai de deux mois pour le préfet de la région Île-de-France et le ministre de la cohésion des territoires vaut rejet implicite.

Article 7 : La préfète de Seine-et-Marne et le directeur régional et interdépartemental de l'équipement et de l'aménagement sont chargés, pour ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région et dont une ampliation est adressée au directeur départemental des territoires de Seine-et-Marne.

Fait à Paris, le **19 AVR. 2018**

Le Préfet de la Région d'Île-de-France,
Préfet de Paris

Michel CADOT

DRIEA IF

IDF-2018-04-19-010

A R R Ê T É

accordant à CHESSY A6 A12

l'agrément institué par l'article R.510-1 du code de
l'urbanisme



PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE

ARRÊTÉ

accordant à **CHESSY A6 A12**
l'agrément institué par l'article R.510-1 du code de l'urbanisme

LE PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- Vu** le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.510-1 à L.510-4 et R.510-1 à R.510-15 ;
- Vu** la demande d'agrément présentée par CHESSY A6 A12 1er reçue à la préfecture de région le 14/03/2018, enregistrée sous le numéro 2018/058 ;
- Sur** proposition du directeur régional et interdépartemental de l'équipement et de l'aménagement ;

ARRÊTE

Article Premier : L'agrément prévu par les articles susvisés du code de l'urbanisme est accordé à CHESSY A6 A12 1er en vue de la réalisation à CHESSY (77700) - ZAC des Studios et des Congrès, lot AF4.A12, future place octogonale – d'une opération de construction d'un ensemble immobilier à usage principal de bureaux, d'une surface de plancher totale soumise à agrément de 2 250 m².

Article 2 : La surface de plancher totale accordée se compose comme suit :

Bureaux : 2 250 m² (construction)

Ces surfaces constituent un maximum susceptible d'être réduit en application des dispositions d'urbanisme.

Article 3 : Les locaux devront être utilisés uniquement en vue de l'exercice de l'activité définie à l'article 2.

Article 4 : La délivrance de l'autorisation d'urbanisme étant subordonnée à l'ensemble des règles régissant la matière, la présente décision ne préjuge pas de cette délivrance et elle ne peut être opposée aux objections éventuelles touchant notamment l'implantation, les volumes, la densité, les nuisances, etc., qui pourraient être faites par les services chargés d'instruire ces demandes.

Cette demande, à laquelle sera annexée une copie de la présente décision, devra être déposée dans le délai d'un an à compter de la date de décision, à l'échéance duquel la présente décision sera caduque.

Immeuble Le Ponant – 5, rue Leblanc – 75911 Paris Cedex 15
Téléphone : 01 82 52 40 00

Article 5 : La présente décision sera notifiée à :

CHESSY A6 A12
PICHET PROMOTION
3 rue des Saussaies
75008 PARIS

Article 6 : Dans les deux mois suivant la notification ou la publication du présent arrêté préfectoral, ce dernier peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de la région Île-de-France, soit hiérarchique auprès du ministère de la cohésion des territoires, ou bien d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent.

L'absence de réponse au terme du délai de deux mois pour le préfet de la région Île-de-France et le ministre de la cohésion des territoires vaut rejet implicite.

Article 7 : La préfète de Seine-et-Marne et le directeur régional et interdépartemental de l'équipement et de l'aménagement sont chargés, pour ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région et dont une ampliation est adressée au directeur départemental des territoires de Seine-et-Marne.

19 AVR. 2018

Fait à Paris, le

Le Préfet de la Région d'Ile-de-France,
Préfet de Paris



Michel CADOT

DRIEA IF

IDF-2018-04-19-023

A R R Ê T É

accordant à GREESTONE IMMOBILIER
l'agrément institué par l'article R.510-1 du code de
l'urbanisme

PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE

ARRÊTÉ

accordant à **GREESTONE IMMOBILIER**
l'agrément institué par l'article R.510-1 du code de l'urbanisme

LE PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- Vu** le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.510-1 à L.510-4 et R.510-1 à R.510-15 ;
- Vu** la demande d'agrément présentée par GREESTONE IMMOBILIER reçue à la préfecture de région le 12/03/2018, enregistrée sous le numéro 2018/053 ;
- Sur** proposition du directeur régional et interdépartemental de l'équipement et de l'aménagement ;

ARRÊTE

Article Premier : L'agrément prévu par les articles susvisés du code de l'urbanisme est accordé à GREESTONE IMMOBILIER en vue de la réalisation à CERGY (95000) – 10, avenue du Centaure – d'une opération d'extension, de réhabilitation et de changement de destination d'un ensemble immobilier à usage principal de locaux d'activités techniques, d'une surface de plancher totale soumise à agrément de 4 995 m².

Article 2 : La surface de plancher totale accordée se compose comme suit :

| | |
|---------------------------------|-------------------------------------|
| Bureaux : | 1 645 m ² (construction) |
| Locaux d'activités techniques : | 3 350 m ² (construction) |

Ces surfaces constituent un maximum susceptible d'être réduit en application des dispositions d'urbanisme.

Article 3 : Les locaux devront être utilisés uniquement en vue de l'exercice de l'activité définie à l'article 2.

Article 4 : La délivrance de l'autorisation d'urbanisme étant subordonnée à l'ensemble des règles régissant la matière, la présente décision ne préjuge pas de cette délivrance et elle ne peut être opposée aux objections éventuelles touchant notamment l'implantation, les volumes, la densité, les nuisances, etc., qui pourraient être faites par les services chargés d'instruire ces demandes.

Cette demande, à laquelle sera annexée une copie de la présente décision, devra être déposée dans le délai d'un an à compter de la date de décision, à l'échéance duquel la présente décision sera caduque.

Immeuble Le Ponant – 5, rue Leblanc – 75911 Paris Cedex 15
Téléphone : 01 82 52 40 00

Article 5 : La présente décision sera notifiée à :

GREESTONE IMMOBILIER
31 boulevard Volney
35700 RENNES

Article 6 : Dans les deux mois suivant la notification ou la publication du présent arrêté préfectoral, ce dernier peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de la région Île-de-France, soit hiérarchique auprès du ministre de la cohésion des territoires, ou bien d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent.

L'absence de réponse au terme du délai de deux mois pour le préfet de la région Île-de-France et le ministre de la cohésion des territoires vaut rejet implicite.

Article 7 : Le préfet du Val-d'Oise et le directeur régional et interdépartemental de l'équipement et de l'aménagement sont chargés, pour ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région et dont une ampliation est adressée au directeur départemental des territoires du Val-d'Oise.

19 AVR. 2018

Fait à Paris, le

Le ~~Préfet de la Région Île-de-France,~~
~~Préfet de Paris~~

Michel CADOT

DRIEA IF

IDF-2018-04-19-008

A R R Ê T É

accordant à HOTEL COURS ALBERT 1er
l'agrément institué par l'article R.510-1 du code de
l'urbanisme

PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE

ARRÊTÉ

**accordant à HOTEL COURS ALBERT 1er
l'agrément institué par l'article R.510-1 du code de l'urbanisme**

LE PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- Vu** le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.510-1 à L.510-4 et R.510-1 à R.510-15 ;
- Vu** la demande d'agrément présentée par HOTEL COURS ALBERT 1er reçue à la préfecture de région le 13/03/2018, enregistrée sous le numéro 2018/054 ;
- Considérant** la construction limitée de la surface de plancher de bureaux par rapport à l'existant, demeurant inférieure à 10 % ;
- Sur** proposition du directeur régional et interdépartemental de l'équipement et de l'aménagement ;

ARRÊTE

Article Premier : L'agrément prévu par les articles susvisés du code de l'urbanisme est accordé à HOTEL COURS ALBERT 1er en vue de la réalisation à PARIS 8^e (75008) – 38, cours Albert 1er – d'une opération de démolition-reconstruction d'un ensemble immobilier à usage principal de bureaux, d'une surface de plancher totale soumise à agrément de 2 800 m².

Article 2 : La surface de plancher totale accordée se compose comme suit :

| | |
|-----------|--|
| Bureaux : | 100 m ² (construction) |
| Bureaux : | 2 700 m ² (démolition-reconstruction) |

Ces surfaces constituent un maximum susceptible d'être réduit en application des dispositions d'urbanisme.

Article 3 : Les locaux devront être utilisés uniquement en vue de l'exercice de l'activité définie à l'article 2.

Article 4 : La délivrance de l'autorisation d'urbanisme étant subordonnée à l'ensemble des règles régissant la matière, la présente décision ne préjuge pas de cette délivrance et elle ne peut être opposée aux objections éventuelles touchant notamment l'implantation, les volumes, la densité, les nuisances, etc., qui pourraient être faites par les services chargés d'instruire ces demandes.

Cette demande, à laquelle sera annexée une copie de la présente décision, devra être déposée dans le délai d'un an à compter de la date de décision, à l'échéance duquel la présente décision sera caduque.

Immeuble Le Ponant – 5, rue Leblanc – 75911 Paris Cedex 15
Téléphone : 01 82 52 40 00

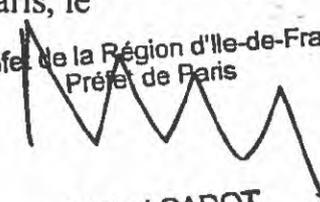
Article 5 : La présente décision sera notifiée à :

HOTEL COURS ALBERT 1er
3 boulevard Gallieni
92130 ISSY-LES-MOULINEAUX

Article 6 : Dans les deux mois suivant la notification ou la publication du présent arrêté préfectoral, ce dernier peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de la région Île-de-France, soit hiérarchique auprès du ministère de la cohésion des territoires, ou bien d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent.

L'absence de réponse au terme du délai de deux mois pour le préfet de la région Île-de-France et le ministre de la cohésion des territoires vaut rejet implicite.

Article 7 : Le préfet des Paris et le directeur régional et interdépartemental de l'équipement et de l'aménagement sont chargés, pour ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région et dont une ampliation est adressée au directeur de l'unité départementale de l'équipement et de l'aménagement de Paris.

Fait à Paris, le **19 AVR. 2018**
Le Préfet de la Région d'Île-de-France,
Préfet de Paris

Michel CADOT

DRIEA IF

IDF-2018-04-19-016

A R R Ê T É

accordant à ICADE

l'agrément institué par l'article R.510-1 du code de
l'urbanisme

PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE

ARRÊTÉ

**accordant à ICADE
l'agrément institué par l'article R.510-1 du code de l'urbanisme**

LE PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- Vu** le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.510-1 à L.510-4 et R.510-1 à R.510-15 ;
- Vu** la demande d'agrément présentée par ICADE, reçue à la préfecture de région le 09/03/2018, enregistrée sous le numéro 2018/052 ;

Considérant que les surfaces nouvelles de bureaux demeurent limitées et inférieures à 10 % des surfaces existantes ;

Sur proposition du directeur régional et interdépartemental de l'équipement et de l'aménagement ;

ARRÊTE

Article Premier : L'agrément prévu par les articles susvisés du code de l'urbanisme est accordé à ICADE en vue de la réalisation à ISSY-LES-MOULINEAUX (92130) – 1 rue Jeanne d'Arc – d'une opération de restructuration d'un ensemble immobilier à usage principal de bureaux, d'une surface de plancher totale soumise à agrément de 22 000 m².

Article 2 : La surface de plancher totale accordée se compose comme suit :

| | |
|-----------|--|
| Bureaux : | 1 507 m ² (extension) |
| Bureaux : | 18 126 m ² (réhabilitation) |
| Bureaux : | 2 138 m ² (démolition-reconstruction) |
| Bureaux : | 229 m ² (changement de destination) |

Ces surfaces constituent un maximum susceptible d'être réduit en application des dispositions d'urbanisme.

Article 3 : Les locaux devront être utilisés uniquement en vue de l'exercice de l'activité définie à l'article 2.

Article 4 : La délivrance de l'autorisation d'urbanisme étant subordonnée à l'ensemble des règles régissant la matière, la présente décision ne préjuge pas de cette délivrance et elle ne peut être opposée aux objections éventuelles touchant notamment l'implantation, les volumes, la densité, les nuisances, etc., qui pourraient être faites par les services chargés d'instruire ces demandes. Cette demande, à laquelle sera annexée une copie de la présente décision, devra être déposée dans le délai d'un an à compter de la date de décision, à l'échéance duquel la présente décision sera caduque.

Article 5 : La présente décision sera notifiée à :

ICADE
27 rue Camille Desmoulins
92130 ISSY-LES-MOULINEAUX

Article 6 : Dans les deux mois suivant la notification ou la publication du présent arrêté préfectoral, ce dernier peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de la région Île-de-France, soit hiérarchique auprès du ministère de la cohésion des territoires, ou bien d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent.

L'absence de réponse au terme du délai de deux mois pour le préfet de la région Île-de-France et le ministre de la cohésion des territoires vaut rejet implicite.

Article 7 : Le préfet des Hauts-de-Seine et le directeur régional et interdépartemental de l'équipement et de l'aménagement sont chargés, pour ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région et dont une ampliation est adressée au directeur de l'unité départementale de l'équipement et de l'aménagement des Hauts-de-Seine.

Fait à Paris, le **19 AVR. 2018**


Le Préfet de la Région d'Île-de-France,
Préfet de Paris

Michel CADOT

DRIEA IF

IDF-2018-04-19-020

A R R Ê T É

accordant à LEGENDRE IMMOBILIER
l'agrément institué par l'article R.510-1 du code de
l'urbanisme

PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE

ARRÊTÉ

**accordant à LEGENDRE IMMOBILIER
l'agrément institué par l'article R.510-1 du code de l'urbanisme**

LE PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.510-1 à L.510-4 et R.510-1 à R.510-15 ;

Vu la demande d'agrément présentée par LEGENDRE IMMOBILIER reçue à la préfecture de région le 08/03/2018, enregistrée sous le numéro 2018/050 ;

Considérant l'obligation pour le futur utilisateur de se doter d'un plan de mobilité en application de la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte ;

Sur proposition du directeur régional et interdépartemental de l'équipement et de l'aménagement ;

ARRÊTE

Article Premier : L'agrément prévu par les articles susvisés du code de l'urbanisme est accordé à LEGENDRE IMMOBILIER en vue de la réalisation à CRETEIL (94000) – Parc des Sports Duvauchelle – d'une opération de construction d'un ensemble immobilier à usage principal de bureaux et de locaux scientifiques, d'une surface de plancher totale soumise à agrément de 21 000 m².

Article 2 : La surface de plancher totale accordée se compose comme suit :

| | |
|-------------------------|--------------------------------------|
| Bureaux : | 18 000 m ² (construction) |
| Locaux d'enseignement : | 3 000 m ² (construction) |

Ces surfaces constituent un maximum susceptible d'être réduit en application des dispositions d'urbanisme.

Article 3 : Les locaux devront être utilisés uniquement en vue de l'exercice de l'activité définie à l'article 2.

Article 4 : La délivrance de l'autorisation d'urbanisme étant subordonnée à l'ensemble des règles régissant la matière, la présente décision ne préjuge pas de cette délivrance et elle ne peut être opposée aux objections éventuelles touchant notamment l'implantation, les volumes, la densité, les nuisances, etc., qui pourraient être faites par les services chargés d'instruire ces demandes.

Cette demande, à laquelle sera annexée une copie de la présente décision, devra être déposée dans le délai d'un an à compter de la date de décision, à l'échéance duquel la présente décision sera caduque.

Immeuble Le Ponant – 5, rue Leblanc – 75911 Paris Cedex 15
Téléphone : 01 82 52 40 00

Article 5 : La présente décision sera notifiée à :

LEGENDRE IMMOBILIER
33 avenue du Maine
BP 18
75755 PARIS CEDEX 15

Article 6 : Dans les deux mois suivant la notification ou la publication du présent arrêté préfectoral, ce dernier peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de la région Île-de-France, soit hiérarchique auprès du ministère de la cohésion des territoires, ou bien d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent.

L'absence de réponse au terme du délai de deux mois pour le préfet de la région Île-de-France et le ministre de la cohésion des territoires vaut rejet implicite.

Article 7 : Le préfet du Val-de-Marne et le directeur régional et interdépartemental de l'équipement et de l'aménagement sont chargés, pour ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région et dont une ampliation est adressée au directeur de l'unité départementale de l'équipement et de l'aménagement du Val-de-Marne.

Fait à Paris, le **19 AVR. 2018**

Le Préfet de la Région d'Île-de-France,
Préfet de Paris

Michel CADOT

DRIEA IF

IDF-2018-04-19-024

A R R Ê T É

accordant à LES BERGERS

l'agrément institué par l'article R.510-1 du code de
l'urbanisme



PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE

ARRÊTÉ

accordant à **LES BERGERS**
l'agrément institué par l'article R.510-1 du code de l'urbanisme

LE PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- Vu** le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.510-1 à L.510-4 et R.510-1 à R.510-15 ;
- Vu** la demande d'agrément présentée par **LES BERGERS**, reçue à la préfecture de région le 14/03/2018, enregistrée sous le numéro 2018/056 ;
- Sur** proposition du directeur régional et interdépartemental de l'équipement et de l'aménagement ;

ARRÊTE

Article Premier : L'agrément prévu par les articles susvisés du code de l'urbanisme est accordé à **LES BERGERS** en vue de la réalisation à **LOUVRES (95380) – ZAC DE LA BUTTE AUX BERGERS - lot 7** – d'une opération de construction d'un ensemble immobilier à usage principal d'entrepôts, d'une surface de plancher totale soumise à agrément de 11 853 m².

Article 2 : La surface de plancher totale accordée se compose comme suit :

| | |
|---------------------------------|--------------------------------------|
| Bureaux : | 676 m ² (construction) |
| Entrepôts : | 11 153 m ² (construction) |
| Locaux d'activités techniques : | 24 m ² (construction) |

Ces surfaces constituent un maximum susceptible d'être réduit en application des dispositions d'urbanisme.

Article 3 : Les locaux devront être utilisés uniquement en vue de l'exercice de l'activité définie à l'article 2.

Article 4 : La délivrance de l'autorisation d'urbanisme étant subordonnée à l'ensemble des règles régissant la matière, la présente décision ne préjuge pas de cette délivrance et elle ne peut être opposée aux objections éventuelles touchant notamment l'implantation, les volumes, la densité, les nuisances, etc., qui pourraient être faites par les services chargés d'instruire ces demandes.

Cette demande, à laquelle sera annexée une copie de la présente décision, devra être déposée dans le délai d'un an à compter de la date de décision, à l'échéance duquel la présente décision sera caduque.

Immeuble Le Ponant – 5, rue Leblanc – 75911 Paris Cedex 15
Téléphone : 01 82 52 40 00

Article 5 : La présente décision sera notifiée à :

LES BERGERS
c/o FIDEL SA
75 avenue du Colonel Rol-Tanguy
93240 STAINS

Article 6 : Dans les deux mois suivant la notification ou la publication du présent arrêté préfectoral, ce dernier peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de la région Île-de-France, soit hiérarchique auprès du ministère de la cohésion des territoires, ou bien d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent.

L'absence de réponse au terme du délai de deux mois pour le préfet de la région Île-de-France et le ministre de la cohésion des territoires vaut rejet implicite.

Article 7 : Le préfet du Val-d'Oise et le directeur régional et interdépartemental de l'équipement et de l'aménagement sont chargés, pour ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région et dont une ampliation est adressée au directeur départemental des territoires du Val-d'Oise.

Fait à Paris, le **19 AVR. 2018**

Le Préfet de la Région d'Ile-de-France,
Préfet de Paris

Michel CADOT

DRIEA IF

IDF-2018-04-19-011

A R R Ê T É

accordant à LES MAÇONS PARISIENS
l'agrément institué par l'article R.510-1 du code de
l'urbanisme

PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE

ARRÊTÉ

accordant à **LES MAÇONS PARISIENS**
l'agrément institué par l'article R.510-1 du code de l'urbanisme

LE PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- Vu** le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.510-1 à L.510-4 et R.510-1 à R.510-15 ;
- Vu** la demande d'agrément présentée par **LES MAÇONS PARISIENS**, reçue à la préfecture de région le 05/03/2018, enregistrée sous le numéro 2018/044 ;
- Sur** proposition du directeur régional et interdépartemental de l'équipement et de l'aménagement ;

ARRÊTE

Article Premier : L'agrément prévu par les articles susvisés du code de l'urbanisme est accordé à **LES MAÇONS PARISIENS** en vue de la réalisation à **MASSY (91300) – ZAC MASSY EUROPE** - lot K2-L, avenue du Maréchal Juin – d'une opération de construction d'un ensemble immobilier à usage principal bureaux, de locaux industriels et de locaux d'accompagnement, d'une surface de plancher totale soumise à agrément de 10 961 m².

Article 2 : La surface de plancher totale accordée se compose comme suit :

| | |
|------------------------------------|-------------------------------------|
| Bureaux : | 5 606 m ² (construction) |
| Entrepôts : | 235 m ² (construction) |
| Équipements : | 559 m ² (construction) |
| Locaux d'activités industrielles : | 2 313 m ² (construction) |
| Locaux d'accompagnement : | 2 248 m ² (construction) |

Ces surfaces constituent un maximum susceptible d'être réduit en application des dispositions d'urbanisme.

Article 3 : Les locaux devront être utilisés uniquement en vue de l'exercice de l'activité définie à l'article 2.

Article 4 : La délivrance de l'autorisation d'urbanisme étant subordonnée à l'ensemble des règles régissant la matière, la présente décision ne préjuge pas de cette délivrance et elle ne peut être opposée aux objections éventuelles touchant notamment l'implantation, les volumes, la densité, les nuisances, etc., qui pourraient être faites par les services chargés d'instruire ces demandes.

Cette demande, à laquelle sera annexée une copie de la présente décision, devra être déposée dans le délai d'un an à compter de la date de décision, à l'échéance duquel la présente décision sera caduque.

Immeuble Le Ponant – 5, rue Leblanc – 75911 Paris Cedex 15
Téléphone : 01 82 52 40 00

Article 5 : La présente décision sera notifiée à :

LES MAÇONS PARISIENS
1 rue du Buisson aux Fraises
91300 MASSY

Article 6 : Dans les deux mois suivant la notification ou la publication du présent arrêté préfectoral, ce dernier peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de la région Île-de-France, soit hiérarchique auprès du ministère de la cohésion des territoires, ou bien d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent.

L'absence de réponse au terme du délai de deux mois pour le préfet de la région Île-de-France et le ministre de la cohésion des territoires vaut rejet implicite.

Article 7 : La préfète de l'Essonne et le directeur régional et interdépartemental de l'équipement et de l'aménagement sont chargés, pour ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région et dont une ampliation est adressée au directeur départemental des territoires de l'Essonne.

Fait à Paris, le **19 AVR. 2018**
Le ~~Préfet~~ de la Région d'Île-de-France,
Préfet de Paris

Michel CADOT

DRIEA IF

IDF-2018-04-19-025

A R R Ê T É

accordant à LINKCITY ILE-DE-FRANCE
l'agrément institué par l'article R.510-1 du code de
l'urbanisme



PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE

ARRÊTÉ

**accordant à LINKCITY ILE-DE-FRANCE
l'agrément institué par l'article R.510-1 du code de l'urbanisme**

LE PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- Vu** le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.510-1 à L.510-4 et R.510-1 à R.510-15 ;
- Vu** la demande d'agrément présentée par LINKCITY ILE-DE-FRANCE reçue à la préfecture de région le 28/02/2018, enregistrée sous le numéro 2018/041 ;
- Sur** proposition du directeur régional et interdépartemental de l'équipement et de l'aménagement ;

ARRÊTE

Article Premier : L'agrément prévu par les articles susvisés du code de l'urbanisme est accordé à LINKCITY ILE-DE-FRANCE en vue de la réalisation à PERSAN (95340) – ZAC DU CHEMIN HERBU - Chemin Herbu – d'une opération de construction d'un ensemble immobilier à usage principal d'entrepôts, d'une surface de plancher totale soumise à agrément de 50 000 m².

Article 2 : La surface de plancher totale accordée se compose comme suit :

| | |
|-------------|--------------------------------------|
| Bureaux : | 2 000 m ² (construction) |
| Entrepôts : | 48 000 m ² (construction) |

Ces surfaces constituent un maximum susceptible d'être réduit en application des dispositions d'urbanisme.

Article 3 : Les locaux devront être utilisés uniquement en vue de l'exercice de l'activité définie à l'article 2.

Article 4 : La délivrance de l'autorisation d'urbanisme étant subordonnée à l'ensemble des règles régissant la matière, la présente décision ne préjuge pas de cette délivrance et elle ne peut être opposée aux objections éventuelles touchant notamment l'implantation, les volumes, la densité, les nuisances, etc., qui pourraient être faites par les services chargés d'instruire ces demandes.

Cette demande, à laquelle sera annexée une copie de la présente décision, devra être déposée dans le délai d'un an à compter de la date de décision, à l'échéance duquel la présente décision sera caduque.

Immeuble Le Ponant – 5, rue Leblanc – 75911 Paris Cedex 15
Téléphone : 01 82 52 40 00

Article 5 : La présente décision sera notifiée à :

LINKCITY ILE-DE-FRANCE
1 avenue Eugène Freyssinet
78280 GUYANCOURT

Article 6 : Dans les deux mois suivant la notification ou la publication du présent arrêté préfectoral, ce dernier peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de la région Île-de-France, soit hiérarchique auprès du ministère de la cohésion des territoires, ou bien d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent.

L'absence de réponse au terme du délai de deux mois pour le préfet de la région Île-de-France et le ministre de la cohésion des territoires vaut rejet implicite.

Article 7 : La préfète du Val-d'Oise et le directeur régional et interdépartemental de l'équipement et de l'aménagement sont chargés, pour ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région et dont une ampliation est adressée au directeur départemental des territoires du Val-d'Oise.

Fait à Paris, le **19 AVR. 2018**

Le Préfet de la Région d'Ile-de-France,
Préfet de Paris

Michel CADOT

DRIEA IF

IDF-2018-04-19-018

A R R Ê T É

accordant à SCI BATIPART MALAKOFF
l'agrément institué par l'article R.510-1 du code de
l'urbanisme

PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE

ARRÊTÉ

**accordant à SCI BATIPART MALAKOFF
l'agrément institué par l'article R.510-1 du code de l'urbanisme**

LE PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- Vu** le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.510-1 à L.510-4 et R.510-1 à R.510-15 ;
- Vu** la demande d'agrément présentée par SAFRAN SA, pour le compte de SCI PATIPART MALAKOFF, reçue à la préfecture de région le 28/02/2018, enregistrée sous le numéro 2018/040 ;
- Vu** la demande de substitution au bénéfice de GA PROMOTION transmise par SAFRAN SA en date du 12/04/2018 ;
- Sur** proposition du directeur régional et interdépartemental de l'équipement et de l'aménagement ;

ARRÊTE

Article Premier : L'agrément prévu par les articles susvisés du code de l'urbanisme est accordé à SCI BATIPART MALAKOFF en vue de la réalisation à MALAKOFF (92240) – 55 boulevard Charles de Gaulle – d'une opération de démolition-construction d'un ensemble immobilier à usage principal de bureaux, d'une surface de plancher totale soumise à agrément de 22 000 m² .

Article 2 : La surface de plancher totale accordée se compose comme suit :

| | |
|-----------|--|
| Bureaux : | 16 100 m ² (construction) |
| Bureaux : | 5 900 m ² (démolition-reconstruction) |

Ces surfaces constituent un maximum susceptible d'être réduit en application des dispositions d'urbanisme.

Article 3 : Les locaux devront être utilisés uniquement en vue de l'exercice de l'activité définie à l'article 2.

Article 4 : La délivrance de l'autorisation d'urbanisme étant subordonnée à l'ensemble des règles régissant la matière, la présente décision ne préjuge pas de cette délivrance et elle ne peut être opposée aux objections éventuelles touchant notamment l'implantation, les volumes, la densité, les nuisances, etc., qui pourraient être faites par les services chargés d'instruire ces demandes.

Cette demande, à laquelle sera annexée une copie de la présente décision, devra être déposée dans le délai d'un an à compter de la date de décision, à l'échéance duquel la présente décision sera caduque.

Immeuble Le Ponant – 5, rue Leblanc – 75911 Paris Cedex 15
Téléphone : 01 82 52 40 00

Article 5 : La présente décision sera notifiée à :

SCI BATIPART MALAKOFF
28 avenue Victor Hugo
75116 PARIS

Article 6 : Dans les deux mois suivant la notification ou la publication du présent arrêté préfectoral, ce dernier peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de la région Île-de-France, soit hiérarchique auprès du ministère de la cohésion des territoires, ou bien d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent.

L'absence de réponse au terme du délai de deux mois pour le préfet de la région Île-de-France et le ministre de la cohésion des territoires vaut rejet implicite.

Article 7 : Le préfet des Hauts-de-Seine et le directeur régional et interdépartemental de l'équipement et de l'aménagement sont chargés, pour ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région et dont une ampliation est adressée au directeur de l'unité départementale de l'équipement et de l'aménagement des Hauts-de-Seine.

Fait à Paris, le

19 AVR. 2018

Le Préfet de la Région d'Ile-de-France,
Préfet de Paris

Michel CADOT

DRIEA IF

IDF-2018-04-19-007

A R R Ê T É

accordant à SCI MIROMESNIL INVEST
l'agrément institué par l'article R.510-1 du code de
l'urbanisme

PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE

ARRÊTÉ

**accordant à SCI MIROMESNIL INVEST
l'agrément institué par l'article R.510-1 du code de l'urbanisme**

LE PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- Vu** le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.510-1 à L.510-4 et R.510-1 à R.510-15 ;
- Vu** la demande d'agrément présentée par SCI MIROMESNIL INVEST reçue à la préfecture de région le 07/03/2018, enregistrée sous le numéro 2018/047 ;
- Considérant** l'extension limitée de la surface de plancher de bureaux ;
- Sur** proposition du directeur régional et interdépartemental de l'équipement et de l'aménagement ;

ARRÊTE

Article Premier : L'agrément prévu par les articles susvisés du code de l'urbanisme est accordé à SCI MIROMESNIL INVEST en vue de la réalisation à PARIS 8^e (75008) – 31 rue de Miromesnil – d'une opération de restructuration d'un ensemble immobilier à usage principal de bureaux, d'une surface de plancher totale soumise à agrément de 1 310 m² .

Article 2 : La surface de plancher totale accordée se compose comme suit :

| | |
|-----------|---|
| Bureaux : | 130 m ² (extension) |
| Bureaux : | 1 100 m ² (réhabilitation) |
| Bureaux : | 80 m ² (démolition-reconstruction) |

Ces surfaces constituent un maximum susceptible d'être réduit en application des dispositions d'urbanisme.

Article 3 : Les locaux devront être utilisés uniquement en vue de l'exercice de l'activité définie à l'article 2.

Article 4 : La délivrance de l'autorisation d'urbanisme étant subordonnée à l'ensemble des règles régissant la matière, la présente décision ne préjuge pas de cette délivrance et elle ne peut être opposée aux objections éventuelles touchant notamment l'implantation, les volumes, la densité, les nuisances, etc., qui pourraient être faites par les services chargés d'instruire ces demandes.

Cette demande, à laquelle sera annexée une copie de la présente décision, devra être déposée dans le délai d'un an à compter de la date de décision, à l'échéance duquel la présente décision sera caduque.

Immeuble Le Ponant – 5, rue Leblanc – 75911 Paris Cedex 15
Téléphone : 01 82 52 40 00

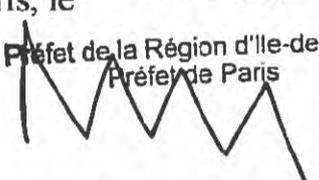
Article 5 : La présente décision sera notifiée à :

SCI MIROMESNIL INVEST
15 avenue d'Iéna
75116 PARIS

Article 6 : Dans les deux mois suivant la notification ou la publication du présent arrêté préfectoral, ce dernier peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de la région Île-de-France, soit hiérarchique auprès du ministère de la cohésion des territoires, ou bien d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent.

L'absence de réponse au terme du délai de deux mois pour le préfet de la région Île-de-France et le ministre de la cohésion des territoires vaut rejet implicite.

Article 7 : Le préfet des Paris et le directeur régional et interdépartemental de l'équipement et de l'aménagement sont chargés, pour ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région et dont une ampliation est adressée au directeur de l'unité départementale de l'équipement et de l'aménagement de Paris.

Fait à Paris, le **19 AVR. 2018**
Le **Préfet de la Région d'Île-de-France,**
Préfet de Paris

Michel CADOT

DRIEA IF

IDF-2018-04-19-015

A R R Ê T É

accordant à SCI ST PIERRE DU PERRY LOCATION
l'agrément institué par l'article R.510-1 du code de
l'urbanisme

PRFET DE LA RGIION D'ÎLE-DE-FRANCE

ARRÊTÉ

accordant à SCI ST PIERRE DU PERRY LOCATION
l'agrément institué par l'article R.510-1 du code de l'urbanisme

LE PRFET DE LA RGIION D'ÎLE-DE-FRANCE
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- Vu** le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.510-1 à L.510-4 et R.510-1 à R.510-15 ;
- Vu** la demande d'agrément présentée par SCI ST PIERRE DU PERRY LOCATION, reçue à la préfecture de région le 09/03/2018, enregistrée sous le numéro 2018/049 ;
- Sur** proposition du directeur régional et interdépartemental de l'équipement et de l'aménagement ;

ARRÊTE

Article Premier : L'agrément prévu par les articles susvisés du code de l'urbanisme est accordé à SCI ST PIERRE DU PERRY LOCATION en vue de la réalisation à SAINT-PIERRE-DU-PERRY (91280) – ZAC DE LA CLE SAINT-PIERRE – lot A2-3, rue Clément Ader – d'une opération de construction d'un ensemble immobilier à usage principal locaux industriels, d'une surface de plancher totale soumise à agrément de 8 800 m².

Article 2 : La surface de plancher totale accordée se compose comme suit :

| | |
|------------------------------------|-------------------------------------|
| Bureaux : | 2 200 m ² (construction) |
| Entrepôts : | 2 000 m ² (construction) |
| Locaux d'activités industrielles : | 4 600 m ² (construction) |

Ces surfaces constituent un maximum susceptible d'être réduit en application des dispositions d'urbanisme.

Article 3 : Les locaux devront être utilisés uniquement en vue de l'exercice de l'activité définie à l'article 2.

Article 4 : La délivrance de l'autorisation d'urbanisme étant subordonnée à l'ensemble des règles régissant la matière, la présente décision ne préjuge pas de cette délivrance et elle ne peut être opposée aux objections éventuelles touchant notamment l'implantation, les volumes, la densité, les nuisances, etc., qui pourraient être faites par les services chargés d'instruire ces demandes.

Cette demande, à laquelle sera annexée une copie de la présente décision, devra être déposée dans le délai d'un an à compter de la date de décision, à l'échéance duquel la présente décision sera caduque.

Article 5 : La présente décision sera notifiée à :

SCI ST PIERRE DU PERRY LOCATION
68 rue de Villiers
92300 LEVALLOIS-PERRET

Article 6 : Dans les deux mois suivant la notification ou la publication du présent arrêté préfectoral, ce dernier peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de la région Île-de-France, soit hiérarchique auprès du ministre de la cohésion des territoires, ou bien d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent.

L'absence de réponse au terme du délai de deux mois pour le préfet de la région Île-de-France et le ministre de la cohésion des territoires vaut rejet implicite.

Article 7 : La préfète de l'Essonne et le directeur régional et interdépartemental de l'équipement et de l'aménagement sont chargés, pour ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région et dont une ampliation est adressée au directeur départemental des territoires de l'Essonne.

Fait à Paris, le **19 AVR. 2018**

Le Préfet de la Région d'Île-de-France,
Préfet de Paris

Michel CADOT

DRIEA IF

IDF-2018-04-19-012

A R R Ê T É

accordant à SCI VALPLESSIS

l'agrément institué par l'article R.510-1 du code de
l'urbanisme

PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE

ARRÊTÉ

**accordant à SCI VALPLESSIS
l'agrément institué par l'article R.510-1 du code de l'urbanisme**

LE PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- Vu** le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.510-1 à L.510-4 et R.510-1 à R.510-15 ;
- Vu** la demande d'agrément présentée par SCI VALPLESSIS, reçue à la préfecture de région le 26/02/2018, enregistrée sous le numéro 2018/039 ;
- Sur** proposition du directeur régional et interdépartemental de l'équipement et de l'aménagement ;

ARRÊTE

Article Premier : L'agrément prévu par les articles susvisés du code de l'urbanisme est accordé à SCI VALPLESSIS en vue de la réalisation à LE PLESSIS-PATE (91220) – ZAC Val Vert - lot 3.1, rue du Parc Ludique – d'une opération de construction d'un ensemble immobilier à usage principal de bureaux, d'une surface de plancher totale soumise à agrément de 3 396 m².

Article 2 : La surface de plancher totale accordée se compose comme suit :

Bureaux : 3 396 m² (construction)

Ces surfaces constituent un maximum susceptible d'être réduit en application des dispositions d'urbanisme.

Article 3 : Les locaux devront être utilisés uniquement en vue de l'exercice de l'activité définie à l'article 2.

Article 4 : La délivrance de l'autorisation d'urbanisme étant subordonnée à l'ensemble des règles régissant la matière, la présente décision ne préjuge pas de cette délivrance et elle ne peut être opposée aux objections éventuelles touchant notamment l'implantation, les volumes, la densité, les nuisances, etc., qui pourraient être faites par les services chargés d'instruire ces demandes.

Cette demande, à laquelle sera annexée une copie de la présente décision, devra être déposée dans le délai d'un an à compter de la date de décision, à l'échéance duquel la présente décision sera caduque.

Article 5 : La présente décision sera notifiée à :

SCI VALPLESSIS
c/o LA COMPAGNIE BIO&NATURE
48 avenue de Chateaudun
91140 DOURDAN

Article 6 : Dans les deux mois suivant la notification ou la publication du présent arrêté préfectoral, ce dernier peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de la région Île-de-France, soit hiérarchique auprès du ministère de la cohésion des territoires, ou bien d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent.

L'absence de réponse au terme du délai de deux mois pour le préfet de la région Île-de-France et le ministre de la cohésion des territoires vaut rejet implicite.

Article 7 : La préfète de l'Essonne et le directeur régional et interdépartemental de l'équipement et de l'aménagement sont chargés, pour ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région et dont une ampliation est adressée au directeur départemental des territoires de l'Essonne.

Fait à Paris, le **19 AVR. 2018**

Le Préfet de la Région d'Île-de-France,
Préfet de Paris

Michel CADOT

DRIEA IF

IDF-2018-04-19-013

A R R Ê T É

accordant à VIRTUO INDUSTRIAL PROPERTY
l'agrément institué par l'article R.510-1 du code de
l'urbanisme

PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE

ARRÊTÉ

accordant à VIRTUO INDUSTRIAL PROPERTY
l'agrément institué par l'article R.510-1 du code de l'urbanisme

LE PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- Vu** le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.510-1 à L.510-4 et R.510-1 à R.510-15 ;
- Vu** la demande d'agrément présentée par VIRTUO INDUSTRIAL PROPERTY, reçue à la préfecture de région le 01/03/2018, enregistrée sous le numéro 2018/042 ;
- Sur** proposition du directeur régional et interdépartemental de l'équipement et de l'aménagement ;

ARRÊTE

Article Premier : L'agrément prévu par les articles susvisés du code de l'urbanisme est accordé à VIRTUO INDUSTRIAL PROPERTY en vue de la réalisation à LE PLESSIS-PATE (91220) – extension de la zone d'activités de la Tremblaie – d'une opération de construction d'un ensemble immobilier à usage principal d'entrepôts, d'une surface de plancher totale soumise à agrément de 9 742 m².

Article 2 : La surface de plancher totale accordée se compose comme suit :

| | |
|---------------|-------------------------------------|
| Bureaux : | 1 250 m ² (construction) |
| Entrepôts : | 7 777 m ² (construction) |
| Equipements : | 715 m ² (construction) |

Ces surfaces constituent un maximum susceptible d'être réduit en application des dispositions d'urbanisme.

Article 3 : Les locaux devront être utilisés uniquement en vue de l'exercice de l'activité définie à l'article 2.

Article 4 : La délivrance de l'autorisation d'urbanisme étant subordonnée à l'ensemble des règles régissant la matière, la présente décision ne préjuge pas de cette délivrance et elle ne peut être opposée aux objections éventuelles touchant notamment l'implantation, les volumes, la densité, les nuisances, etc., qui pourraient être faites par les services chargés d'instruire ces demandes.

Cette demande, à laquelle sera annexée une copie de la présente décision, devra être déposée dans le délai d'un an à compter de la date de décision, à l'échéance duquel la présente décision sera caduque.

Article 5 : La présente décision sera notifiée à :

VIRTUO INDUSTRIAL PROPERTY
22 rue Paul Belmondo
75012 PARIS

Article 6 : Dans les deux mois suivant la notification ou la publication du présent arrêté préfectoral, ce dernier peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de la région Île-de-France, soit hiérarchique auprès du ministère de la cohésion des territoires, ou bien d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent.

L'absence de réponse au terme du délai de deux mois pour le préfet de la région Île-de-France et le ministre de la cohésion des territoires vaut rejet implicite.

Article 7 : La préfète de l'Essonne et le directeur régional et interdépartemental de l'équipement et de l'aménagement sont chargés, pour ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région et dont une ampliation est adressée au directeur départemental des territoires de l'Essonne.

Fait à Paris, le **19 AVR. 2018**

Le Préfet de la Région d'Île-de-France,
Préfet de Paris

Michel CADOT

DRIEA IF

IDF-2018-04-19-017

A R R Ê T É

accordant à WEST BRIDGE SCI

l'agrément institué par l'article R.510-1 du code de
l'urbanisme

PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE

ARRÊTÉ

accordant à WEST BRIDGE SCI
l'agrément institué par l'article R.510-1 du code de l'urbanisme

LE PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.510-1 à L.510-4 et R.510-1 à R.510-15 ;

Vu la demande d'agrément présentée par WEST BRIDGE SCI, reçue à la préfecture de région le 09/03/2018, enregistrée sous le numéro 2018/051 ;

Considérant que l'extension sollicitée est inférieure à 10 % de la surface de plancher existante ;

Sur proposition du directeur régional et interdépartemental de l'équipement et de l'aménagement ;

ARRÊTE

Article Premier : L'agrément prévu par les articles susvisés du code de l'urbanisme est accordé à WEST BRIDGE SCI en vue de la réalisation à LEVALLOIS-PERRET (92300) – ZAC DU FRONT DE SEINE – lot 4.7, 145-151 rue Anatole France – d'une opération de restructuration d'un ensemble immobilier à usage principal de bureaux, d'une surface de plancher totale soumise à agrément de 28 350 m².

Article 2 : La surface de plancher totale accordée se compose comme suit :

| | |
|---------------------------|--|
| Bureaux : | 16 538 m ² (réhabilitation) |
| Bureaux : | 8 179 m ² (démolition-reconstruction) |
| Equipements : | 178 m ² (extension) |
| Equipements: | 103 m ² (réhabilitation) |
| Locaux d'accompagnement : | 1 262 m ² (extension) |
| Locaux d'accompagnement : | 2 033 m ² (réhabilitation) |
| Locaux d'accompagnement : | 57 m ² (démolition-reconstruction) |

Ces surfaces constituent un maximum susceptible d'être réduit en application des dispositions d'urbanisme.

Article 3 : Les locaux devront être utilisés uniquement en vue de l'exercice de l'activité définie à l'article 2.

Article 4 : La délivrance de l'autorisation d'urbanisme étant subordonnée à l'ensemble des règles régissant la matière, la présente décision ne préjuge pas de cette délivrance et elle ne peut être opposée aux objections éventuelles touchant notamment l'implantation, les volumes, la densité, les nuisances, etc., qui pourraient être faites par les services chargés d'instruire ces demandes.

Immeuble Le Ponant – 5, rue Leblanc – 75911 Paris Cedex 15
Téléphone : 01 82 52 40 00

Cette demande, à laquelle sera annexée une copie de la présente décision, devra être déposée dans le délai d'un an à compter de la date de décision, à l'échéance duquel la présente décision sera caduque.

Article 5 : La présente décision sera notifiée à :

WEST BRIDGE SCI
112 avenue Kléber
75784 PARIS CEDEX 16

Article 6 : Dans les deux mois suivant la notification ou la publication du présent arrêté préfectoral, ce dernier peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de la région Île-de-France, soit hiérarchique auprès du ministère de la cohésion des territoires, ou bien d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent.

L'absence de réponse au terme du délai de deux mois pour le préfet de la région Île-de-France et le ministre de la cohésion des territoires vaut rejet implicite.

Article 7 : Le préfet des Hauts-de-Seine et le directeur régional et interdépartemental de l'équipement et de l'aménagement sont chargés, pour ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région et dont une ampliation est adressée au directeur de l'unité départementale de l'équipement et de l'aménagement des Hauts-de-Seine.

Fait à Paris, le **19 AVR. 2018**

Le Préfet de la Région d'Île-de-France,
Préfet de Paris

Michel CADOT

Rectorat de l'académie de Versailles

IDF-2018-04-13-017

arrêté : lorsque le nombre de candidatures excède les capacités d'accueil d'une formation, un pourcentage minimal de bacheliers retenus bénéficiaires d'une bourse nationale de lycée est établi pour l'année scolaire 2018-2019

RÉGION ACADÉMIQUE
ÎLE-DE-FRANCE

MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION NATIONALE
MINISTÈRE
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR,
DE LA RECHERCHE
ET DE L'INNOVATION

Rectorat
3, boulevard
de Lesseps
78017
Versailles
Cedex

Service académique
d'information et
d'orientation
S.A.I.O
Dossier suivi par
Dominique Di Pietro
CSAIO
Tél.
01 30 83 44 91
Tcp.
01 30 83 47 99
Mél
ce.saio@ac-versailles.fr

Le recteur de l'académie de Versailles,
Chancelier des universités

Vu la Loi n°2018-166 du 8 mars 2018 relative à l'orientation
et à la réussite des étudiants

Vu le Décret n°2018-172 du 9 mars 2018 relatif à la
procédure nationale de préinscription pour l'accès aux
formations initiales du premier cycle de l'enseignement
supérieur et modifiant le code de l'éducation

ARRETE

Article 1 : Lorsque le nombre de candidatures excède les capacités d'accueil d'une formation, un pourcentage minimal de bacheliers retenus bénéficiaires d'une bourse nationale de lycée est établi pour l'année scolaire 2018-2019.

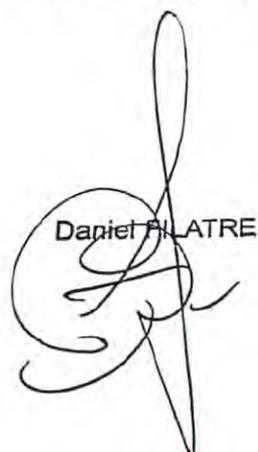
Article 2 : Le pourcentage minimal de bacheliers retenus bénéficiaires d'une bourse nationale de lycée est arrêté ainsi :

I.- Concernant les formations sélectives, le pourcentage minimal de bacheliers retenus bénéficiaires d'une bourse nationale de lycée correspond au rapport entre le nombre de ces bacheliers boursiers candidats à l'accès à cette formation et le nombre total de demandes d'inscription dans cette formation enregistrées dans le cadre de la procédure de préinscription.

II.- Concernant les formations non sélectives, le pourcentage minimal de bacheliers retenus bénéficiaires d'une bourse nationale de lycée correspond au taux de boursiers dans la formation sur les seuls candidats boursiers du secteur, que le secteur de la formation soit académique ou régional.

Article 3 : Le Secrétaire général de l'académie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 13 avril 2018



Daniel FILATRE

Rectorat de l'académie de Versailles

IDF-2018-04-13-018

arrêté : un pourcentage minimal de bacheliers
professionnels retenus pour l'accès aux sections de
techniciens supérieurs dans les établissements publics de
l'académie de Versailles est établi pour l'année scolaire
2018-2019

RÉGION ACADÉMIQUE
ÎLE-DE-FRANCE

MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION NATIONALE
MINISTÈRE
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR,
DE LA RECHERCHE
ET DE L'INNOVATION

Rectorat
3, boulevard
de Lesseps
78017
Versailles
Cedex

Service académique
d'information et
d'orientation
S.A.I.O.
Dossier suivi par
Dominique Di Pietro
CSAIO
Tél.
01 30 83 44 91
Tcp.
01 30 83 47 99
Mél
ce.sai@ac-versailles.fr

Le recteur de l'académie de Versailles,
Chancelier des universités

Vu la Loi n°2018-166 du 8 mars 2018 relative à l'orientation
et à la réussite des étudiants

Vu le Décret n°2018-172 du 9 mars 2018 relatif à la
procédure nationale de préinscription pour l'accès aux
formations initiales du premier cycle de l'enseignement
supérieur et modifiant le code de l'éducation

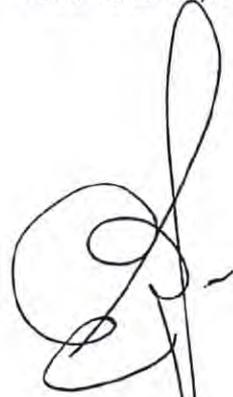
ARRETE

Article 1 : Un pourcentage minimal de bacheliers professionnels retenus pour l'accès aux sections de techniciens supérieurs dans les établissements publics de l'académie de Versailles est établi pour l'année scolaire 2018-2019.

Article 2 : La liste des formations proposées et le pourcentage minimal de bacheliers professionnels retenus est arrêté selon les éléments présentés dans le tableau annexé.

Article 3 : le Secrétaire général de l'académie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 13 avril 2018



Daniel FILATRE

GRUPE RÉGLEMENTAIRE EXPÉRIMENTATION BAC PROFESSIONNEL/STS

TAUX ARRÊTÉ PARCOURSUP - RS 2018

| Places à paramétrer par groupe | Capacité | BAC PRO Avis Favorable IDF | |
|---|----------|----------------------------|-----|
| | | Nombre de places | % |
| BTS SERVICE | | | |
| Analyses de biologie médicale | 30 | 1 | 3% |
| Assurance | 35 | 8 | 23% |
| Banque conseiller de clientèle | 35 | 8 | 23% |
| Commerce International à référentiel européen | 35 | 8 | 23% |
| Communication | 35 | 8 | 23% |
| Comptabilité et gestion | 35 | 16 | 46% |
| Design Communication - Espace - Volume | 24 | 6 | 25% |
| Design graphique - option A : communication et médias imprimés | 24 | 8 | 33% |
| Dietétique | 30 | 1 | 3% |
| Economie sociale familiale | 30 | 10 | 33% |
| Études et réalisation d'un projet de communication 1ère année commune | 24 | 19 | 79% |
| Gestion de la PME | 35 | 16 | 46% |
| Management des unités commerciales | 35 | 16 | 46% |
| Management en hôtellerie restauration | 24 | 10 | 42% |
| Métiers de l'audio-visuel opt : gestion de la production | 12 | 5 | 42% |
| Métiers de l'audio-visuel opt : métiers de l'image | 12 | 5 | 42% |
| Métiers de l'audio-visuel opt : métiers du son | 12 | 5 | 42% |
| Métiers de l'audio-visuel opt : montage et post-production | 12 | 5 | 42% |
| Métiers de l'audio-visuel opt : techn. d'ingénierie et exploit. équipements | 12 | 5 | 42% |
| Métiers de l'esthétique-cosmétique-parfumerie | 32 | 14 | 44% |
| Métiers des Services à l'environnement | 30 | 12 | 40% |
| Négociation et digitalisation de la Relation Client | 35 | 16 | 46% |
| Notariat | 35 | 8 | 23% |
| Opticien-Lunetier | 30 | 14 | 47% |
| Professions Immobilières | 35 | 16 | 46% |
| Service et prestation des secteurs sanitaire et social | 30 | 12 | 40% |
| Services Informatiques aux organisations | 35 | 16 | 46% |
| Support à l'action managériale | 35 | 16 | 46% |
| Tourisme | 35 | 8 | 23% |
| Transport et prestations logistiques | 35 | 16 | 46% |

| Places à paramétrer par groupe | Capacité | BAC PRO Avis Favorable IDF | |
|---|----------|----------------------------|-----|
| | | Nombre de places | % |
| BTS PRODUCTION | | | |
| Architectures en Métal : conception et Réalisation | 30 | 20 | 67% |
| Assistance technique d'ingénieur | 30 | 18 | 60% |
| Bâtiment | 30 | 15 | 50% |
| Bioanalyses et contrôles | 30 | 1 | 3% |
| Biotechnologie | 28 | 1 | 4% |
| Conception de produits Industriels | 30 | 15 | 50% |
| Conception des processus de réalisation de produits (1ère année commune) | 30 | 20 | 67% |
| Conception et Industrialisation en microtechniques | 30 | 23 | 77% |
| Conception et réalisation de carrosseries | 30 | 26 | 88% |
| Conception et Réalisation de Systèmes Automatiques | 30 | 19 | 63% |
| Conception et réalisation en chaudronnerie Industrielle | 30 | 24 | 80% |
| Design de produits | 20 | 4 | 20% |
| Design d'espace | 16 | 6 | 38% |
| Electrotechnique | 30 | 20 | 67% |
| Etude et économie de la construction | 30 | 15 | 50% |
| Etude et réalisation d'agencement | 30 | 15 | 50% |
| Europélastic et composites à référentiel commun européen - option Pilotage et Optimisation de la production | 30 | 24 | 80% |
| Fluide, énergie, domotique - option A génie climatique et fluïdique | 30 | 20 | 67% |
| Fluide, énergie, domotique - option B froid et conditionnement d'air | 30 | 22 | 74% |
| Fluide, énergie, domotique - option C domotique et bâtiment communicants | 30 | 23 | 77% |
| Maintenance des systèmes - option A Systèmes de production | 30 | 21 | 70% |
| Maintenance des systèmes - option B Systèmes énergétiques et fluïdiques | 30 | 20 | 67% |
| Maintenance des véhicules option voitures particulières | 20 | 17 | 85% |
| Métiers de la chimie | 32 | 1 | 3% |
| Métiers de la mode-vêtements | 28 | 24 | 86% |
| Métiers du géomètre-topographe et de la modélisation numérique | 30 | 18 | 60% |
| Moteur à combustion Interne | 20 | 8 | 40% |
| Systèmes numériques - Option électronique et communication | 30 | 18 | 60% |
| Systèmes numériques - Option informatique et réseaux | 30 | 11 | 37% |
| Technico-commercial (BTS) | 30 | 16 | 54% |
| Techniques physiques pour l'industrie et le laboratoire | 30 | 2 | 7% |
| Travaux publics | 15 | 9 | 60% |

Rectorat de l'académie de Versailles

IDF-2018-04-13-019

arrêté : un pourcentage minimal de bacheliers technologiques retenus pour l'accès aux instituts universitaires de technologie de l'académie de Versailles est établi pour l'année scolaire 2018-2019

RÉGION ACADÉMIQUE
ÎLE-DE-FRANCE

MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION NATIONALE
MINISTÈRE
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR,
DE LA RECHERCHE
ET DE L'INNOVATION

Rectorat
3, boulevard
de Lesseps
78017
Versailles
Cedex

Service académique
d'information et
d'orientation
S.A.I.O
Dossier suivi par
Dominique Di Pietro
CSAIO
Tél.
01 30 83 44 91
Tc.p.
01 30 83 47 99
Mél
ce.sai0@ac-versailles.fr

Le recteur de l'académie de Versailles,
Chancelier des universités

Vu la Loi n°2018-166 du 8 mars 2018 relative à l'orientation
et à la réussite des étudiants

Vu le Décret n°2018-172 du 9 mars 2018 relatif à la
procédure nationale de préinscription pour l'accès aux
formations initiales du premier cycle de l'enseignement
supérieur et modifiant le code de l'éducation

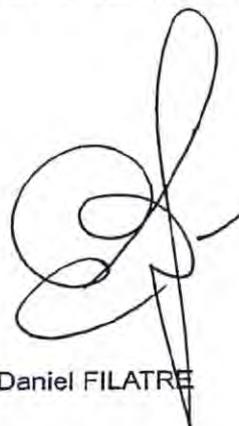
ARRETE

Article 1 : Un pourcentage minimal de bacheliers technologiques retenus pour l'accès aux instituts universitaires de technologie de l'académie de Versailles est établi pour l'année scolaire 2018-2019.

Article 2 : La liste des formations proposées et le pourcentage minimal de bacheliers technologiques retenus est arrêté selon les éléments présentés dans le tableau annexé.

Article 3 : le Secrétaire général de l'académie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 13 avril 2018



Daniel FILATRE

GRUPE BAC TECHNOLOGIQUE/IUT
TAUX ARRÊTÉ PARCOURSUP - RS 2018

| Etablissement d'accueil | Spécialité / mention de la formation | Capacité 2018 | % places réservées aux bacheliers technologiques RS 2018 | |
|--|--|------------------|--|-----|
| | | | | |
| I.U.T de Cachan - Paris 11 | Génie électrique et informatique industrielle | 217 | 47% | 102 |
| I.U.T de Cachan - Paris 11 | Génie mécanique et productique | 120 | 42% | 51 |
| I.U.T de Cergy-Pontoise - Site d'Argenteuil | Gestion logistique et transport | 56 | 39% | 22 |
| I.U.T de Cergy-Pontoise - Site d'Argenteuil | Qualité, logistique industrielle et organisation | 42 | 35% | 15 |
| I.U.T de Cergy-Pontoise - Site de Neuville | Génie civil - Construction durable | 105 | 40% | 42 |
| I.U.T de Cergy-Pontoise - Site de Neuville | Génie électrique et informatique industrielle | 96 | 50% | 48 |
| I.U.T de Cergy-Pontoise - Site de Pontoise | Génie biologique Option analyses biologiques et biochimiques | 26 | 46% | 12 |
| I.U.T de Cergy-Pontoise - Site de Pontoise | Génie biologique Option génie de l'environnement | 26 | 32% | 8 |
| I.U.T de Cergy-Pontoise - Site de Pontoise | Techniques de commercialisation | 106 | 46% | 49 |
| I.U.T de Cergy-Pontoise - Site de Sarcelles | Génie électrique et informatique industrielle | 44 | 50% | 22 |
| I.U.T de Cergy-Pontoise - Site de Sarcelles | Métiers du multimédia et de l'internet | 60 | 38% | 23 |
| I.U.T de Cergy-Pontoise - Site de Sarcelles | Techniques de commercialisation | 84 | 46% | 39 |
| I.U.T de Velizy | Génie électrique et informatique industrielle | 56 | 40% | 22 |
| I.U.T de Velizy | Informatique | 78 | 29% | 23 |
| I.U.T de Velizy | Métiers du multimédia et de l'internet | 58 | 38% | 22 |
| I.U.T de Velizy | Réseaux et télécommunications | 38 | 40% | 15 |
| I.U.T de Velizy - Antenne de Rambouillet | Génie chimique génie des procédés | 28 | 25% | 7 |
| I.U.T de Velizy - Antenne de Rambouillet | Gestion administrative et commerciale des organisations | 56 | 50% | 28 |
| I.U.T de Velizy - Antenne de Rambouillet | Techniques de commercialisation | 84 | 45% | 38 |
| I.U.T de Ville d'Avray | Génie électrique et informatique industrielle | 84 | 40% | 34 |
| I.U.T de Ville d'Avray | Génie mécanique et productique | 72 | 40% | 29 |
| I.U.T de Ville d'Avray | Génie thermique et énergie | 72 | 46% | 33 |
| I.U.T de Ville d'Avray - Antenne de Nanterre | Carrières sociales Option éducation spécialisée | 28 | 46% | 13 |
| I.U.T de Ville d'Avray - Antenne de Nanterre | Gestion des entreprises et des administrations | 28 | 40% | 11 |
| I.U.T de Ville d'Avray - Antenne de Saint-Cloud | Information communication Option métiers du livre et du patrimoine | 56 | 13% | 7 |
| I.U.T d'Orsay - Paris 11 | Chimie | 130 | 24% | 31 |
| I.U.T d'Orsay - Paris 11 | Informatique | 208 | 26% | 55 |
| I.U.T d'Orsay - Paris 11 | Mesures physiques | 168 | 18% | 30 |
| I.U.T. de Mantes en Yvelines | Génie industriel et maintenance | 48 | 39% | 19 |
| I.U.T. de Mantes en Yvelines | Génie mécanique et productique | 54 | 33% | 18 |
| I.U.T. de Mantes en Yvelines | Gestion des entreprises et des administrations | 56 | 30% | 17 |
| I.U.T. de Mantes en Yvelines | Techniques de commercialisation | 56 | 32% | 18 |
| I.U.T. de Sceaux - Paris 11 | Gestion des entreprises et des administrations | 308 | 37% | 115 |
| I.U.T. de Sceaux - Paris 11 | Techniques de commercialisation | 336 | 41% | 138 |
| I.U.T. d'Evry Val d'Essonne | Génie électrique et informatique industrielle | 72 | 35% | 25 |
| I.U.T. d'Evry Val d'Essonne | Génie mécanique et productique | 70 | 40% | 28 |
| I.U.T. d'Evry Val d'Essonne | Gestion logistique et transport | 44 | 32% | 14 |
| I.U.T. d'Evry Val d'Essonne | Qualité, logistique industrielle et organisation | 47 | 38% | 18 |
| I.U.T. d'Evry Val d'Essonne | Science et génie des matériaux | 42 | 29% | 12 |
| I.U.T. d'Evry Val d'Essonne | Techniques de commercialisation | 104 | 31% | 32 |
| I.U.T. d'Evry Val d'Essonne - Site Brétigny S/Orge | Génie thermique et énergie | 54 | 20% | 11 |
| I.U.T. d'Evry Val d'Essonne - Site Brétigny S/Orge | Gestion des entreprises et des administrations | 96 | 30% | 29 |
| I.U.T. d'Evry Val d'Essonne - Site Juvisy S/Orge | Techniques de commercialisation | 38 | 32% | 12 |